JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
7^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983
(25^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

Séance du Lundi 25 Avril 1983.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. GUY DUCOLONÉ

1. — Cessation de mandats et remplacement de députés nommés membres du Gouvernement (p. 534).
2. — Fin de la mission d'un député (p. 534).
3. — Désignation de deux membres de la délégation parlementaire pour la planification (p. 534).
4. — Marchés à terme réglementés de marchandises. — Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 534).
M. Destrade, rapporteur de la commission de la production.
M. Crépeau, ministre du commerce et de l'art. 11.
Discussion générale :
MM. Gilbert Gantier,
Charlé,
Balmigère.
Clôture de la discussion générale.
M. le ministre.
Passage à la discussion des articles.

★ (1 f.)

Article 1^{er}. — Adoption (p. 541).

Article 2 (p. 541).

Amendement n° 1 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 2 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Charlé. — Adoption.

Amendement n° 3 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Charlé. — Adoption.

Amendement n° 4 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 5 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 2 modifié.

Article 3 (p. 542).

Amendement n° 6 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 7 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Charlé. — Adoption.

Adoption de l'article 3 modifié.

Article 3 bis (p. 543).

Amendement de suppression n° 8 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
L'article 3 bis est supprimé.

Article 4 (p. 543).

Amendement n° 9 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 10 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 4 modifié.

Article 5 (p. 543).

Amendement n° 11 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 12 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 13 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Charié. — Adoption.
Amendement n° 14 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 15 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 5 modifié.

Article 6 (p. 544).

Amendement n° 16 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Charié. — Adoption.
Amendement n° 17 de la commission, avec le sous-amendement n° 90 de M. Gilbert Gantier : MM. le rapporteur, le ministre, Gilbert Gantier. — Retrait du sous-amendement ; adoption de l'amendement.
Amendement n° 18 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 6 modifié.

Article 7 (p. 545).

Amendement n° 19 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 20 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 21 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 7 modifié.

Article 8 (p. 545).

Amendement n° 22 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 23 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 8 modifié.

Article 9 (p. 546).

Amendement n° 24 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 25 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 26 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 9 modifié.

Articles 10, 11 et 12. — Adoption (p. 546).

Article 13 (p. 547).

Amendement n° 27 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Gilbert Gantier. — Adoption.
Amendement n° 28 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 29 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 13 modifié.

Article 14 (p. 547).

Amendement n° 30 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 31 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 14 modifié.

Article 15 (p. 548).

Amendement n° 32 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 15 modifié.

Article 16 (p. 548).

Amendement n° 33 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 34 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 35 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Charié, Gilbert Gantier. — Adoption.
Adoption de l'article 16 modifié.

Article 17. — Adoption (p. 549).

Après l'article 17 (p. 549).

Amendement n° 36 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Article 18 (p. 549).

Amendement n° 37 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Gilbert Gantier. — Adoption.
Amendement n° 38 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Charié. — Adoption.
Adoption de l'article 18 modifié.

Article 19 (p. 550).

Amendement n° 39 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Gilbert Gantier, le président. — Adoption.
Amendement n° 40 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 41 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 42 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 43 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 19 modifié.

Article 20 (p. 551).

Amendement n° 91 de M. Gilbert Gantier : MM. Gilbert Gantier, le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 20 modifié.

Article 21 (p. 551).

Amendement n° 92 de M. Gilbert Gantier : MM. Gilbert Gantier, le rapporteur, le ministre. — Rejet.
Adoption de l'article 21.

Article 22 (p. 551).

Amendement n° 44 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 45 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 46 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 47 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 48 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Amendement n° 49 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 22 modifié.

Article 23 (p. 552).

Amendement n° 50 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.
Adoption de l'article 23 modifié.

Après l'article 23 (p. 552).

Amendement n° 51 rectifié de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Article 24 (p. 553).

Amendement n° 52 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 53 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 54 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 55 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 24 modifié.

Article 24 bis (p. 553).

Amendement n° 56 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 24 bis modifié.

Article 24 ter (p. 553).

Amendement de suppression n° 57 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

L'article 24 ter est supprimé.

Article 25 (p. 553).

Amendement n° 58 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 25 modifié.

Article 26 (p. 554).

Amendement n° 59 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 26 modifié.

Après l'article 26 (p. 554).

Amendement n° 60 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Article 27 (p. 554).

Amendement n° 61 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 62 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 63 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 64 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 65 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 66 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 27 modifié.

Avant l'article 28 (p. 555).

Amendement n° 67 rectifié de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Article 28. — Adoption (p. 555).

Article 29 (p. 555).

Amendement n° 68 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 29 modifié.

Article 30. — Adoption (p. 555).

Article 31 (p. 555).

Amendement n° 69 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 70 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 71 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 72 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 31 modifié.

Article 32 (p. 556).

Amendement n° 73 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 32 modifié.

Article 33. — Adoption (p. 556).

Article 33 bis (p. 556).

Amendement n° 74 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 33 bis modifié.

Article 34 (p. 556).

Amendement n° 75 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 34 modifié.

Article 34 bis (p. 556).

Amendement de suppression n° 76 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

L'article 34 bis est supprimé.

Article 35 (p. 557).

Amendement n° 77 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 78 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 79 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre.

Sous-amendement n° 9 du Gouvernement : M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'amendement n° 79 modifié.

Adoption de l'article 35 modifié.

Article 35 bis (p. 557).

Amendement n° 80 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 35 bis modifié.

Article 36 (p. 557).

Amendement n° 81 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 82 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 83 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 84 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 85 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Gilbert Gantier. — Adoption.

Amendement n° 86 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 36 modifié.

Après l'article 36 (p. 558).

Amendement n° 87 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre, Charié. — Adoption.

Article 37 (p. 559).

Amendement n° 88 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 37 modifié.

Articles 38, 39 et 39 bis. — Adoption (p. 559).

Article 40 (p. 559).

Amendement n° 89 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 40 modifié.

Article 41 (p. 559).

Amendement n° 93 de M. Destrade : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 41 modifié.

Articles 42, 42 bis, 43, 43 bis et 44. — Adoption (p. 560).

Vote sur l'ensemble (p. 560).

Explications de vote :

MM. Charlé,
Gilbert Gantier,
Chauveau.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

5. — Renvois pour avis (p. 560)
6. — Dépôt d'un projet de loi (p. 560).
7. — Dépôt de projets de loi adoptés par le Sénat (p. 561).
8. — Ordre du jour (p. 561).

PRESIDENCE DE M. GUY DUCOLONE,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

CESSATION DE MANDATS ET REMPLACEMENT DE DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

M. le président. J'informe l'Assemblée que M. le président de l'Assemblée nationale a pris acte :

D'une part, de la cessation, le vendredi 22 avril 1983, à minuit, du mandat de député de M. Max Gallo, nommé membre du Gouvernement par décret du 22 mars 1983 ;

D'autre part, de la cessation, le dimanche 24 avril 1983, à minuit, du mandat de député de MM. René Souchon, Roland Carraz et Guy Lengagne, nommés membres du Gouvernement par décret du 24 mars 1983.

Il a été informé de leur remplacement respectif : à partir du 23 avril, par M. Francis Giolitti, et, à partir du 25 avril, par MM. Firmin Bedoussac, Jean Esmonin et Michel Sergent.

— 2 —

FIN DE LA MISSION D'UN DEPUTE

M. le président. Par lettre du 18 avril 1983, M. le Premier ministre a informé M. le président de l'Assemblée nationale que la mission temporaire précédemment confiée, en application de l'article L.O. 144 du code électoral, à M. Alain Hauteceur, député de la première circonscription du Var, avait pris fin le 19 avril.

— 3 —

DESIGNATION DE DEUX MEMBRES DE LA DELEGATION PARLEMENTAIRE POUR LA PLANIFICATION

M. le président. J'informe l'Assemblée qu'il y a lieu de désigner deux membres de la délégation parlementaire de l'Assemblée nationale pour la planification, en remplacement de MM. Le Bris et Souchon.

Conformément à la décision prise précédemment, l'Assemblée voudra sans doute confier à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, le soin de présenter deux candidats.

Les candidatures devront être remises à la présidence au plus tard le vendredi 29 avril 1983, à onze heures.

— 4 —

MARCHES A TERME RELEMENTES DE MARCHANDISES Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux marchés à terme réglementés de marchandises (n^{os} 918, 1438).

La parole est à M. Destrade, rapporteur de la commission de la production et des échanges.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Monsieur le ministre du commerce et de l'artisanat, mes chers collègues, les marchés à terme de marchandises ont pour objet, grâce au mécanisme de la couverture à terme, de permettre aux entreprises de limiter les risques nés des variations du cours des matières premières qu'elles utilisent.

Le procédé consiste à souscrire en même temps un contrat à livrer, à un terme défini, et un contrat portant sur l'opération inverse pour la même quantité et à la même échéance, et à dénoncer ensemble les deux contrats afin d'équilibrer les pertes de l'un avec les bénéfices de l'autre. Il permet de transférer sur les spéculateurs le risque provenant des variations de prix que ni l'acheteur ni le vendeur ni une société d'assurance ne peuvent supporter.

En matière de marchés à terme, la France dispose de plusieurs atouts susceptibles de favoriser le développement de ces marchés, qu'il s'agisse de ses traditions anciennes en ce domaine, de l'existence de la zone franc, de l'ampleur de notre commerce agro-alimentaire ou du rôle international de la place financière de Paris.

Pourtant ces atouts n'ont pas permis d'assurer un développement harmonieux de nos marchés à terme. En effet, il n'en existe que cinq en France, portant sur un nombre restreint de produits : trois sur la place de Paris, pour le sucre blanc, le cacao et le soja ; un à Roubaix-Tourcoing, pour les laines peignées, et un sur les places de Paris et du Havre, fonctionnant en duplex, pour le café robusta.

En outre, l'usage de ces marchés a été profondément terni par les multiples scandales qui ont jalonné leur histoire : ils ont suscité la méfiance des opérateurs qui interviennent sur les places françaises, d'autant plus que les commissions prélevées par les intermédiaires sont nettement plus élevées en France qu'à l'étranger.

Le scandale de 1974, en particulier, a fait prendre conscience de la nécessité de réformer le fonctionnement des marchés à terme et de moraliser la collecte de l'épargne qui s'y investit, si l'on entend assurer le maintien de ces marchés et promouvoir leur développement.

Après des modifications réglementaires, intervenues en 1975 et en 1976, le présent projet propose des réformes qui exigent l'intervention du législateur.

Le texte qui vous est soumis a pour ambition de faire jouer plus pleinement leur rôle économique aux marchés à terme de marchandises et de contribuer à leur développement en remédiant aux insuffisances de la réglementation actuelle et en assurant une meilleure protection des opérateurs qui y interviennent.

Il introduit principalement deux innovations.

La première a trait à la clarification de la teneur de ces marchés par la création d'une commission des marchés à terme de marchandises, dite Comt, qui, à l'instar de la commission des opérations de bourse sera chargée de veiller à leur bon fonctionnement. Organisme de liaison, de prévention et de contrôle, cette commission disposera de larges pouvoirs en matière de réglementation, de surveillance et de discipline.

La seconde innovation porte sur la réglementation du démarchage relative à ces marchés. En effet, l'absence de tout texte spécifique a permis des pratiques contestables mises en évidence, ainsi que je l'ai souligné tout à l'heure, par la crise du marché du sucre blanc en 1974.

Le projet précise, notamment, quelles sont les personnes autorisées à pratiquer le démarchage et il s'agit de cette activité à certaines règles fondamentales.

Les remisiers seront soumis à un nouveau statut plus contraignant et il sera désormais possible de conclure un mandat de gestion, à condition qu'il soit conforme à un contrat type approuvé par la commission.

De plus, une personne ne pourra être démarchée que dans la mesure où elle aura reçu une note d'information visée par la Comt. L'intéressé disposera d'un délai de réflexion de sept jours, à compter de la délivrance de cette note, pour décider s'il entend opérer sur un marché à terme de marchandises.

Mieux protégé, l'investisseur privé n'échappera cependant pas aux risques élevés propres aux marchés à terme. En effet, il assume un rôle spéculatif en supportant un risque de prix que refusent de prendre le producteur, le négociant ou l'utilisateur.

Or les fluctuations de cours sur ces marchés peuvent être très sensibles, et rapides. En outre, il suffit de verser de 10 à 15 p. 100 — ce que l'on appelle un dépôt — du prix d'un lot de marchandises pour passer un contrat par l'intermédiaire d'un professionnel agréé, commissionnaire ou courtier. Les variations de cours, considérées par rapport à ce dépôt, ont un effet de levier, les gains ainsi que les pertes pouvant être considérables.

Ainsi, une variation de cours de 10 à 15 p. 100 dans un sens défavorable pour l'opérateur se solde pour celui-ci par une perte de 100 p. 100 et même plus, si l'on tient compte des commissions qu'il doit verser à son intermédiaire.

Le projet devrait permettre un fonctionnement normal des marchés à terme, inciter davantage d'entreprises à y recourir pour se couvrir du risque des variations de prix et favoriser l'intervention de la clientèle privée française et étrangère. Ainsi,

il pourrait contribuer au développement de nos marchés à terme qui, au contraire des places étrangères, stagnent depuis quelques années.

J'indiquerai maintenant les principales modifications que la commission de la production et des échanges vous propose d'apporter au texte adopté par le Sénat.

A l'article 6, relatif à l'ouverture ou à la fermeture et à la suspension d'un marché, elle propose d'abord d'insérer des dispositions donnant la possibilité de limiter la fluctuation des cours — qui constitue l'un des moyens parfois utilisés en France et à l'étranger pour freiner une évolution trop rapide des cours — et de renvoyer au règlement particulier de chaque marché la détermination des conditions de mise en œuvre.

La commission propose également que soient déterminées par un décret les conditions dans lesquelles le président de la commission des marchés à terme de marchandises peut prescrire une suspension des opérations.

Enfin, au troisième alinéa qui, en cas de suspension supérieure à deux jours, permet la liquidation des contrats sur une base forfaitaire, la commission a considéré que, pour éviter des demandes d'indemnisation de la part d'opérateurs lésés à cause de la fixation d'un cours forfaitaire, il était indispensable que la base d'indemnisation s'écarte le moins possible du prix résultant de la confrontation récente de l'offre et de la demande. La commission a souhaité que le Gouvernement précise la durée de la période de référence qui sera généralement retenue par les règlements particuliers — elle n'est d'ailleurs que de trois jours en cas de fermeture.

A l'article 7, la commission propose de rétablir le pouvoir de la Comt de demander à tout moment le retrait immédiat de tout document ou de toute publicité soumis à son visa, lorsqu'elle y a relevé des inexactitudes ou des omissions, et de porter à la connaissance du public les observations qu'elle est conduite à formuler ou les informations qu'elle estime nécessaires. Il s'agit de mieux informer et de mieux protéger la clientèle privée en renforçant la capacité d'action de la Comt.

La commission de la production a estimé préférable d'intégrer à l'article 9, relatif à la saisine de la commission, les dispositions de l'article 3 bis et d'élargir la possibilité de saisine de la Comt à tout intéressé pour toute affaire relative au fonctionnement des marchés à terme réglementés ou au démarchage, et à lui donner l'assurance que son affaire sera examinée.

Si la Comt estime que les faits invoqués ne sont pas appuyés d'éléments suffisamment probants, elle pourra, par décision motivée, classer l'affaire et notifier sa décision à l'auteur de la saisine.

Cette procédure simplifiée, qui s'inspire des dispositions régissant la saisine de la commission de la concurrence, doit faciliter la recherche d'une solution amiable en cas de litige sérieux et assurer ainsi une meilleure protection des opérateurs sans pour autant surcharger les services de la Comt.

A l'article 16, qui porte sur le mandat de gestion, la commission n'a pas cru utile de préciser quel est l'organisme chargé d'élaborer le contrat type auquel doit être conforme ce mandat. Le contrat type sera soumis à l'approbation de la Comt et publié au *Journal officiel*. Cette procédure a paru moins lourde que celle qui consisterait à confier le soin d'homologuer le contrat type à un organisme tel que la Comt.

La commission a également estimé plus équitable de supprimer le caractère automatique et obligatoire de la liquidation des positions du mandant en cas de révocation du mandat de gestion. En effet, la révocation n'implique pas nécessairement la volonté du mandant de liquider les contrats en cours ni de se séparer de son intermédiaire, avec lequel il peut souhaiter continuer à traiter dans le cadre d'une gestion directe. Dès lors, il semble préférable de transformer cette obligation en une simple faculté laissée à l'appréciation du mandant.

Enfin, s'agissant de la rémunération du mandataire, la commission a décidé de rétablir le texte initial prévoyant que la rémunération devait tenir compte du résultat des opérations. Contrairement à l'argumentation développée devant la Haute Assemblée, cette disposition du projet de loi n'exclut nullement la rémunération du mandataire en cas d'opérations déficitaires : elle prévoit seulement la modulation d'une partie mobile selon le résultat.

C'est afin de renforcer le lien contractuel qui existe entre le mandant et le mandataire et de dynamiser la gestion de ce dernier qu'il nous apparaît souhaitable de rétablir le principe de cette modulation.

Pour l'article 18, qui a trait à l'agrément des commissionnaires, ni la rédaction initiale ni celle adoptée par le Sénat n'ont été jugées pleinement satisfaisantes par la commission et son rapporteur. Il doit être clair que la Comt n'est pas liée

par l'avis de la compagnie des commissionnaires, comme le donne à penser la rédaction actuelle. Cependant, il convient de tenir compte de la solidarité financière qui lie entre eux les commissionnaires agréés.

C'est pourquoi votre commission vous propose trois modifications :

Premièrement, maintenir l'agrément sur avis motivé de la compagnie, la Comt devant prendre position avant l'expiration du délai de deux mois ;

Deuxièmement, supprimer l'agrément automatique en cas de silence de la Comt à l'expiration de ce délai et en cas d'avis favorable de la compagnie — cela signifie que le silence de la Comt équivaut à un refus d'agrément ;

Troisièmement, décider, dans le second alinéa de l'article, que la Comt ne passera outre à l'avis défavorable de la compagnie qu'après une deuxième délibération de cette dernière.

Cette rédaction apporte également une réponse aux interrogations des courtiers assermentés de la place de Paris. En effet, ils pourront être agréés par la commission en tant que commissionnaires s'ils remplissent les conditions d'agrément.

Par un article additionnel après l'article 23, la commission de la production vous propose d'organiser la profession des courtiers assermentés agréés en l'harmonisant avec les dispositions adoptées à l'article 13 pour les commissionnaires agréés.

Après l'adoption de ce projet, il existerait donc deux catégories de courtiers de marchandises assermentés.

D'une part, ceux dont la compétence dans la branche d'activité correspondant à leur spécialisation s'étend à l'ensemble du territoire national, et dont l'organisation professionnelle en compagnie est régie par les dispositions du décret du 29 avril 1964.

D'autre part, les courtiers assermentés et agréés par la commission qui pourront, en outre, intervenir pour une catégorie de marchandises et sur une place donnée, et dont la solidarité financière exige la mise en place d'un regroupement professionnel propre.

En effet, il semble normal de faire assumer cette solidarité aux seuls courtiers susceptibles d'en bénéficier.

En conséquence, cet article prévoit l'affiliation obligatoire des courtiers agréés d'une place à un syndicat professionnel dont les statuts sont approuvés par la commission des marchés à terme, ce syndicat étant régi par les dispositions du chapitre I^{er} du livre IV du code du travail, en ce qu'elles ne sont pas contraires à celles de la présente loi.

L'article énumère ensuite les fonctions de ce syndicat. A cet égard, il reprend la formulation retenue à l'article 13 pour les commissionnaires agréés. Toutefois, il contient une disposition qui ne figure pas dans ce dernier.

En effet, il serait anormal que l'agrément des courtiers de marchandises assermentés pour une place autre que Paris rende nécessaire un avis motivé de la compagnie des commissionnaires. En conséquence, il convient de confier ce rôle au syndicat professionnel compétent.

S'agissant des sanctions prévues aux articles 22, 27 et 36, la commission de la production et des échanges a jugé indispensable d'intégrer une sanction financière à l'échelle des sanctions disciplinaires prévues, compte tenu des conséquences financières qui peuvent résulter, pour les opérateurs privés, des infractions ou des agissements fautifs des intermédiaires. Il serait même souhaitable que cette sanction financière autonome « contrebalance » le profit illicite réalisé par l'intermédiaire fautif.

A l'article 36, votre commission propose de rétablir la compétence de la commission des marchés à terme sur les démarcheurs. En effet, outre la nécessité d'une intervention rapide que seule cette dernière apparaît pouvoir garantir, une même infraction peut faire intervenir la responsabilité à la fois de la personne habilitée à recourir au démarchage et du démarcheur, auquel a été délivré une carte d'emploi. Dans ce cas, la dualité de compétence en matière disciplinaire risquerait d'entraîner de sérieuses difficultés d'application.

En ce qui concerne les garanties dont doivent justifier à tout moment les intermédiaires, la commission a estimé que ce terme : « garanties », proposé par le Sénat, s'il pouvait convenir pour les personnes physiques, était trop imprécis pour les sociétés. Elle présente en ce sens plusieurs amendements tendant à introduire, conjointement avec les garanties, la notion de capitaux propres pour les personnes morales.

Au nom de la commission, je souhaiterais, monsieur le ministre, que vous apportiez des précisions sur les points suivants :

D'abord, le projet de loi confie à la commission des marchés à terme le contrôle des publicités et documents en matière d'opérations sur les marchés réglementés et sur les marchés

étrangers. Toutefois, il demeure muet sur le rôle que pourrait utilement jouer la commission des marchés à terme pour assurer une plus grande égalité d'accès aux informations entre opérateurs.

On sait qu'à l'étranger les données relatives à la plupart des marchés sont regroupées, traitées et fournies par des moyens informatiques.

Si un opérateur ne peut obtenir les informations nécessaires à sa prise de décision que moyennant un abonnement très onéreux à un tel système informatique, l'égalité d'accès à l'information n'existe plus, ce qui facilite bien évidemment l'action des initiés. Quelles mesures envisagez-vous de prendre pour éviter que des opérateurs initiés à certaines informations bien avant qu'elles ne soient diffusées dans le public n'en tirent parti sur les marchés à terme ?

Deuxièmement, les articles 3 et 43 bis fournissent des indications sur l'organisation interne et le financement de la commission des marchés à terme, mais appellent néanmoins plusieurs questions sur le nombre de services, l'importance du personnel, son statut et sur le financement. L'indépendance nécessaire de la commission des marchés à terme nous paraît exiger que les frais de fonctionnement de cet organisme soient pris en charge par l'Etat, même si une taxe pouvait venir atténuer la charge ainsi assumée par le Trésor.

Troisièmement, l'article 4 institue un conseil consultatif qui siège auprès de la commission. De combien de membres se composera-t-il ? Comment seront-ils choisis ? De même, à l'article 5, que faut-il entendre par : « organismes chargés du fonctionnement des marchés réglementés » ? S'agit-il seulement du comité directeur et des comités techniques ?

Quatrièmement, quel est le taux moyen des commissions prélevées par les intermédiaires ? Quelles mesures est-il envisagé de prendre pour amorcer une réduction de ces taux, aujourd'hui beaucoup plus élevés qu'à l'étranger ? Cette réduction apparaît, en effet, indispensable si l'on veut rendre les marchés à terme de marchandises français plus compétitifs par rapport aux marchés étrangers et plus attractifs pour les opérateurs financiers étrangers.

Enfin, quel niveau de garanties est-il envisagé d'exiger des intermédiaires, personnes morales ou physiques ?

Tels sont, brièvement résumés, les travaux — et les interrogations — de la commission de la production et des échanges qui présente, par ailleurs de nombreux amendements visant à harmoniser la rédaction des articles portant sur le même objet ou à s'inspirer de dispositions existant dans d'autres lois. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, le projet de loi que l'Assemblée nationale examine aujourd'hui ne passionne pas les foules, et pas non plus les parlementaires (sourires), mais il revêt une grande importance.

Il porte sur un sujet complexe, austère, mystérieux, voire suspect pour la très grande majorité des Français : les marchés à terme réglementés des marchandises.

Le vocabulaire des professionnels est très spécialisé. Les affaires en cause, ne serait-ce qu'en raison d'un scandale récent, sont entourées d'un parfum de spéculation. Tout, par conséquent, concourt à entretenir un certain climat, c'est-à-dire un climat incertain et douteux.

Le scandale du sucre, qui a fait l'objet d'un film tout à fait remarquable quoique, à certains égards, caricatural — mais, après tout, c'est la loi du genre — a augmenté cette suspicion et a peut-être, d'une certaine manière, fait prendre conscience à la nation de l'importance des marchés à terme.

En tout cas, le Gouvernement a compris qu'il était urgent de faire quelque chose, en l'occurrence ce projet de loi, dont il a été débattu devant le Sénat et qui revient aujourd'hui devant l'Assemblée nationale.

En 1974, le caractère incomplet, imprécis et même incohérent de la réglementation a été indiscutablement mis en lumière. Cela freinait le développement des marchés à terme français — ce qui n'est pas une bonne chose — et lésait les épargnants en situation précaire, ce qui n'est pas bon non plus.

Il fallait donc — premier objectif du projet qui vous est soumis — essayer de clarifier les textes et de moraliser l'activité de ces marchés qui ont besoin du concours des épargnants ; il faut, par conséquent, que les épargnants qui veulent investir dans ce secteur puissent se référer à des règles claires, précises, qui les rassurent et qui protègent l'épargne contre des excès spéculatifs.

Deuxième objectif du projet de loi : le développement des marchés à terme français.

Il n'est pas possible de se fixer comme grande priorité nationale le rééquilibrage de nos échanges sans favoriser le développement des marchés. Le Gouvernement pense que les possibilités de couverture à terme sur les cours des produits de base, que les grandes entreprises se procureraient sur les places étrangères si elles ne les trouvaient plus sur notre sol, doivent aussi être offertes à de petites et moyennes entreprises qui pourraient en apprécier l'utilité et en assimiler les mécanismes. Se garantir sur le prix des approvisionnements et des productions à moyen terme n'est pas, par les temps qui courent, un luxe inutile.

Bien que les premiers marchés à terme ayant fonctionné en France soient presque centenaires, leurs possibilités sont encore mal connues : le nombre des produits concernés est beaucoup trop restreint ; quant au montant des opérations, mis à part le marché du sucre blanc, il est sans commune mesure avec celui qui est atteint, par exemple, aux Etats-Unis ou même au-delà de la Manche.

Troisième et dernier objectif : le renforcement du rôle de la place financière de Paris et des marchés régionaux par un développement des marchés à terme. Cela entraînera à terme, si j'ose dire, une économie de devises, un attrait pour les opérateurs étrangers, un développement de l'activité générale, et, par conséquent, de l'emploi.

Il s'agit là de réalités dont le Gouvernement est pleinement conscient et dont il faut que le Parlement et l'ensemble des Français prennent aussi conscience.

Telle est, mesdames et messieurs les députés, la finalité recherchée par le Gouvernement : par une réglementation plus claire et plus complète, accroître la confiance que peuvent avoir les intéressés, tant utilisateurs qu'épargnants, dans les marchés réglementés dont l'expansion ne peut être que bénéfique pour toute l'économie nationale et, au-delà, pour nos partenaires des pays de la zone franc qui pourront s'arbitrer sur un marché tenant mieux compte de leurs problèmes que les marchés étrangers où ils sont plus isolés.

Je ne veux pas dire, bien entendu, qu'à elle seule cette loi va produire tous les effets bénéfiques qu'on peut souhaiter. D'autres questions se posent que nous étudions actuellement, qui concernent par exemple les problèmes de change. Mais il nous paraît nécessaire de consolider en tout premier lieu les fondations de l'édifice par une bonne réglementation, afin de pouvoir construire plus vite et plus haut.

Que manquait-il jusqu'à présent à notre réglementation ? D'être complétée et efficace. Par exemple, faute d'habilitation légale, la profession de démarcheur ne pouvait être précisée dans ses droits et dans ses devoirs. Si vous votez ce texte, ce sera chose faite. Il en était de même pour les commissionnaires et les courtiers agréés, concernés au premier chef par ce texte. Même si, depuis 1950, des dispositions plus précises concernant cette profession avaient été édictées, les acteurs professionnels seront désormais mieux définis par un texte unique ; de même, les rapports entre les épargnants et les opérateurs, notamment ceux qui sont le plus souvent en contact direct avec eux : les démarcheurs. Ainsi, au vu de ce texte, l'épargnant qui voudra investir saura à qui il a à faire et également à qui il doit s'adresser de manière efficace.

J'en viens à l'institution de la Comt — un sigle de plus qu'on va tenter d'imposer au détriment de la langue française —, c'est-à-dire la commission des marchés à terme de marchandises, fortement inspirée, dans ses principes, d'une aînée prestigieuse, la C.O.B., ou commission des opérations de bourse.

C'est le point central de ce projet de loi. Cette commission, qui restera sous la tutelle de l'Etat, se verra chargée d'un rôle fondamental et considérable. Elle aura, en effet, des pouvoirs étendus de réglementation des marchés eux-mêmes, de surveillance de leur fonctionnement et également des pouvoirs de décision.

Pour lever tout de suite une ambiguïté, je précise que si cette commission doit être indépendante des acteurs des marchés, il n'est nullement question d'en faire une espèce de tour d'ivoire administrative ou un hunker qui imposerait arbitrairement ou technocratiquement ses décisions.

La concertation la plus étroite devra être la règle, d'autant plus que l'institution de la commission, je vous l'affirme, n'est pas du tout liée à la volonté d'un contrôle tatillon, mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, à celle de voir se développer le marché dans des conditions saines. Les intéressés l'ont parfaitement compris qui ont largement participé à la préparation de ce texte.

Bien entendu, il faut que quelqu'un décide, et puisse décider vite dans des circonstances qui, en matière boursière, peuvent évoluer très rapidement.

C'est pourquoi une commission de sages, comme cela existe sur d'autres marchés internationaux, aux Etats-Unis par exemple, nous a semblé une bonne solution, permettant d'allier la souplesse et la rapidité que le fonctionnement de l'Etat ne permet pas toujours au niveau des grandes administrations. Cette commission aura la lourde tâche d'élaborer, après consultation des professionnels, la réglementation des marchés et, le cas échéant, de la faire évoluer. C'est la définition d'une règle du jeu. Elle aura ensuite à veiller à ce bon fonctionnement. C'est son rôle d'arbitre qui pourra la conduire à mettre hors jeu l'acteur indélicat, voire, dans des cas extrêmement graves et qui, j'en suis sûr, seront exceptionnels, à arrêter le jeu pour tout le monde, le temps que tous les joueurs regagnent le terrain et reprennent leurs esprits.

L'Assemblée ne pardonnera ces comparaisons sportives qui, au fond, marquent bien l'essentiel d'un texte long et quelque peu technique, mais il est important que les lois soient comprises par le plus grand nombre.

Le dispositif que vise à mettre en place le présent projet de loi exclut presque totalement qu'une affaire comme celle du sucre puisse se reproduire. Elle paraît d'ailleurs déjà impossible : depuis la création, après 1974, de la banque centrale de compensation et des moyens d'action qu'elle s'est donnée, les risques sont maintenant considérablement affaiblis.

La banque centrale de compensation a maintenant les moyens de déceler plus rapidement les situations anormales et d'éviter la plupart des dérapages aberrants.

Mais le projet que vous examinez va compléter très sensiblement ce dispositif. L'interruption de la cotation, sans délai, permettra d'agir avant qu'une situation ne devienne explosive et incontrôlable. Bien entendu, il s'agira d'une mesure exceptionnelle et, en dehors de la surveillance permanente, même si elle est bienveillante, qu'exercera la commission sur les agents, elle permettra d'éviter que l'un d'entre eux ne vienne perturber inconsidérément le fonctionnement normal de ces marchés.

Voilà pourquoi, mesdames, messieurs les députés, je vous invite, au nom du Gouvernement, à voter ce texte qui a déjà été présenté au Sénat, lequel y a apporté un certain nombre d'améliorations. Mais tout est perfectible et il appartient à l'Assemblée de le perfectionner encore.

Je ne veux pas terminer cette intervention sans rendre hommage au travail remarquable du rapporteur, M. Destrade, et de la commission, devant laquelle j'ai eu l'honneur de venir l'autre jour.

Je répondrai maintenant aux questions précises que vient de me poser M. le rapporteur.

La première portait sur la véracité des informations. Monsieur Destrade, la vérité, on la cherche toujours un peu au fond du puits (*sourires*), surtout en ce domaine. On peut essayer de s'en approcher ; en tout cas c'est un problème difficile, qui ne peut pas être totalement réglé par la voie législative ou réglementaire. Les pouvoirs publics et les responsables de la Comit devront faire preuve de volonté, les professionnels de bonne volonté.

Autant la Comit aura des pouvoirs sur le fonctionnement des marchés, et notamment sur la publicité faite en leur faveur — pouvoirs définis à l'article 7 — autant il est difficile de mesurer des informations dont la source peut dans une très large mesure être étrangère. Les marchés sont, beaucoup plus que les bourses de valeur, des réseaux internationaux, avec des aléas mais aussi avec les garanties qui en découlent : deux marchés ne peuvent pas diverger très longtemps. La comparaison avec le marché des valeurs n'est pas opérante. Les entreprises sont soumises à la publication de documents comptables précis ; ce n'est pas le cas pour les marchés de marchandises. Le législateur fait donc pour le mieux, mais il reste le comportement des opérateurs, que nous nous efforçons de réguler et de moraliser.

Vous m'avez ensuite interrogé, monsieur le rapporteur, sur le financement de la Comit. Pour des raisons qui tiennent à l'objectif nécessaire, plus exactement à l'absence de suspicion indispensible à l'égard d'une telle institution, un financement budgétaire paraît, pour une large part, souhaitable. Une première estimation situe entre dix et quinze personnes les besoins en effectifs du secrétariat, soit un coût annuel de quelque huit millions de francs. C'est peu si l'on compare au budget de la C.O.B. qui est de 27 millions de francs, mais les opérations sont actuellement beaucoup plus nombreuses en bourse des valeurs que sur les marchés à terme de marchandises. Nous allons proposer ce chiffre de huit millions dans le cadre des discussions préparatoires du budget, puis nous procéderons aux ajustements nécessaires. Je pense que nous serons entendus de l'autre côté de la Seine, car un financement public s'impose pour une telle institution.

Quant à définir une période de référence pour la fixation des cours forfaitaires, je vous avoue franchement, monsieur le rapporteur, qu'il est difficile de vous répondre avec précision. Cette période de référence ne doit pas être très longue, mais il n'y a pas de possibilité *a priori* de fixer un délai pour des problèmes ponctuels qui doivent, par principe, être très exceptionnels. On ne peut pas concevoir à l'avance tous les cas de figure. Mais il est clair que l'idée du Gouvernement est de compter en jours et non pas en semaines.

De même, il m'est difficile d'indiquer dès à présent quel est le nombre optimum de commissionnaires actifs pour assurer un fonctionnement normal des marchés. On en dénombre actuellement une vingtaine et, dans l'ensemble, les marchés fonctionnent correctement. Certes, une augmentation de l'effectif peut paraître souhaitable si les marchés se développent, mais on ne va pas ouvrir les vannes pour faire nombre alors que l'on exige par ailleurs de ces professionnels des garanties sérieuses en matière financière. Il faut trouver là aussi un juste équilibre.

Enfin, vous m'avez posé une question sur la caisse mutuelle de garantie. Les fonds de la compagnie s'élèvent à 12 millions de francs, sans compter la B.C.C. Le sens de l'utilisation des fonds est évident : il permet de faire face aux accidents personnels et collectifs.

Telles sont les réponses que je souhaitais vous fournir, monsieur le rapporteur, la discussion générale et l'examen des amendements ne permettant de répondre de façon plus précise et plus concrète aux questions elles-mêmes plus ponctuelles qui viendraient se poser. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Economie de devises, maintien ou développement de l'emploi dans certaines de nos industries, part de la France dans des secteurs essentiels de l'activité mondiale, tels sont bien, monsieur le ministre, les enjeux essentiels de ce texte austère et d'apparence quelque peu esotérique. Le projet de loi relatif aux marchés à terme de marchandises apporte des solutions positives dans trois domaines au moins : réorganisation de la tutelle des marchés, autorisation du mandat de gestion, statut du démarchage.

Premièrement : la réorganisation de la tutelle des marchés.

Depuis 1912, les marchés étaient placés sous la double tutelle des chambres de commerce et du ministre chargé du commerce. La loi du 9 août 1950 créant la compagnie des commissionnaires agréés institua en outre un commissaire du Gouvernement pour représenter le ministre de tutelle au conseil de direction de la compagnie.

L'affaire des sucres blancs de 1974, évoquée tout à l'heure par M. le rapporteur, fit ressortir les inconvénients de cette organisation : lourdeur administrative et dualité de compétences. Aussi les rapports des hauts fonctionnaires alors désignés par les ministres chargés de l'économie et du commerce pour étudier le problème des marchés à terme conclurent-ils tous à la nécessité d'une réorganisation de la tutelle. Telle fut aussi la conclusion du Conseil économique et social dans son avis du 10 juin 1980.

La création de la commission des marchés à terme de marchandises, mentionnée pour la première fois le 7 mai 1980 lors de la conférence de presse que donnèrent M. Monory, ministre de l'économie, et M. Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat, pour annoncer le prochain dépôt d'un projet de loi, répond à cette préoccupation et vise à simplifier le mécanisme de la tutelle pour en améliorer l'efficacité.

Deuxièmement : l'autorisation du mandat de gestion.

Les marchés à terme de marchandises peuvent connaître des fluctuations très rapides qu'il n'est pas aisé pour un épargnant — surtout s'il est éloigné — de suivre à tout instant. C'est donc pour permettre une meilleure protection des épargnants que la compagnie des commissionnaires agréés demanda que ses membres se voient reconnaître le droit d'accepter des mandats de gestion, droit qui avait été accordé aux agents de change en 1972.

Des propositions de modifications réglementaires furent présentées à la chambre de commerce et d'industrie de Paris, laquelle les approuva par délibération du 8 mars 1979 et les transmit pour homologation au ministre de tutelle, qui était alors M. Jacques Barrot. Celui-ci donna un accord de principe le 25 juin 1979 mais quitta peu après le département du commerce et l'arrêté d'homologation ne fut pas signé.

A ces propositions étaient annexés deux types de contrat de gestion suivant que la rémunération du mandataire tenait compte ou non du résultat de la gestion.

Troisièmement : le statut du démarchage.

C'est dès 1968 que la compagnie des commissionnaires agréés, faute de pouvoir assurer la discipline d'une profession autre que celle de ses membres, demanda à ses autorités de tutelle d'élaborer un statut pour les remisiers. Les études effectuées dans ce domaine aboutirent en 1971 à l'élaboration d'un projet qui reçut l'accord des ministères concernés. Il devait être présenté au Parlement en 1973, au cours de la session de printemps, mais d'autres priorités retirèrent l'attention du législateur. Le présent projet de loi comble donc, en ce domaine, un retard de dix années.

Tels sont les trois points positifs de ce texte qui, cependant, appelle quelques critiques. D'une part, le rapport de la commission traduit un esprit négatif vis-à-vis des commissionnaires agréés, sur qui doit inévitablement reposer l'ensemble du système. D'autre part, aucune disposition spécifique en faveur du développement des marchés ne semble avoir été prise.

Sur le premier point, le rapport écrit affirme, page 29, que selon le ministre de tutelle, la compagnie a pu participer au règlement de l'affaire des sucres blancs grâce à un prêt sans intérêt qui lui aurait été consenti par la Caisse des dépôts et consignations. La bonne foi du ministre et celle de la commission auront sans doute été surprises, car la réalité est tout autre.

Ce prêt de vingt millions de francs sur dix ans fut en effet accordé à la compagnie le 22 décembre 1975 au taux de 10,10 p. 100, qui était alors celui du marché. Il était assorti d'une garantie du Trésor, destinée non à exonérer la compagnie de ses obligations de remboursement, mais à éviter que le service de l'emprunt ne soit affecté par une insuffisance éventuelle d'activité des marchés. Complètement remboursé par anticipation, dès 1979, il a coûté à la compagnie et à ses membres, au titre des intérêts, la somme de 5 300 000 francs.

Il est donc inexact d'affirmer que les commissionnaires agréés ont bénéficié, en l'occurrence, d'un traitement de faveur.

Par ailleurs, le rapport laisse entendre à plusieurs reprises, notamment aux pages 4 17 et 28, que les commissions sont plus élevées à Paris que sur les places étrangères.

Ces taux de commission — demeurés inchangés depuis le mois de novembre 1974 — ont été fixés par l'arrêté ministériel du 19 janvier 1976. Mais le rapport de la commission passe deux faits sous silence : premièrement, que des réductions allant de 50 à 80 p. 100 sont autorisées, en faveur des professionnels et des affiliés étrangers de façon à rester à parité avec les marchés étrangers ; deuxièmement, que les opérations sont grevées à Paris de frais d'enregistrement à la banque centrale de compensation plus élevés que sur les autres places et d'un impôt de bourse égal à 0,20 p. 1 000 de la somme totale des opérations. Cet impôt, qui résulte de l'article 937 du code général des impôts, n'existe pas à l'étranger.

Mais le principal problème auquel nous sommes confrontés, monsieur le ministre, c'est le développement des marchés. Or ce projet de loi tant attendu arrive tard et à un moment où leur avenir s'avère bien incertain.

Les mesures prises récemment pour renforcer le contrôle des échanges ne sont pas faites à l'évidence pour encourager le développement des marchés internationaux de Paris et il faut espérer que des tempéraments seront apportés dans ce domaine en faveur de ces marchés.

Beaucoup plus grave apparaît la décision que viennent de prendre les responsables des marchés londoniens d'ouvrir à partir du mois de juillet prochain un marché des sucres blancs qui serait coté en dollars. J'ai en main la page du journal *Le Monde* qui, avant-hier, donnait cette indication.

Les différentes tentatives effectuées dans le passé par la place de Londres pour rivaliser avec le marché des sucres blancs de Paris, qui était alors unique au monde, se sont certes soldées par un échec, bien que ce marché fût coté en francs français. Mais, comme la grande majorité des transactions internationales sur le sucre blanc s'effectuent en dollars, on peut craindre que, cette fois, la décision prise par Londres ne comporte une menace très sérieuse pour la place de Paris, les opérateurs internationaux pouvant être tentés de préférer une cotation en dollars à Londres à une cotation en francs français à Paris.

Nous savons que la compagnie, le comité technique du marché des sucres blancs et les professionnels ont alerté les pouvoirs publics à ce sujet en leur proposant non d'abandonner la cotation en francs français, mais d'autoriser la banque centrale de compensation à offrir un service supplémentaire aux opérateurs étrangers en procédant à une conversion immédiate en dollars des opérations traitées en francs. Cette facilité ne serait offerte qu'aux non-résidents qui en feraient la demande, ce qui permettrait de ne pas aller à l'encontre des règles applicables aux résidents en matière de contrôle des changes. Il est très souhaitable, monsieur le ministre, que les pouvoirs publics prennent position sans retard sur cette proposition.

En définitive, quels que soient les éléments positifs que comporte ce projet de loi, il paraît évident que ses effets bénéfiques dépendront essentiellement de la qualité des personnes qui seront chargées de l'appliquer. Compte tenu des pouvoirs qui lui seront dévolus, c'est sur la personnalité retenue pour présider le Comt que reposera le succès de ce texte.

Lorsqu'il procédera à cette désignation, le Gouvernement devra donc placer au premier rang des critères de son choix la compétence de cette personnalité en ce qui concerne les réalités du commerce international. Il faudra en effet qu'elle soit réellement motivée pour contribuer au développement des marchés à terme de marchandises en France. S'il en est ainsi, son action sera extrêmement positive, tant pour le rétablissement de la balance de nos échanges avec l'étranger que pour le renforcement des échanges au sein de la zone franc.

Telles sont, monsieur le ministre, les quelques observations qu'appelaient de notre part ce projet de loi et son examen par la commission de la production et des échanges. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Charé.

M. Jean-Paul Charé. Monsieur le ministre, il y a quelques jours, lors de l'examen du projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs, j'avais noté qu'il était difficile de trouver un sujet qui intéressât un plus vaste public puisqu'il visait aussi bien les consommateurs que ceux qui se préoccupent de la sécurité. Eh bien, le texte qui nous est soumis aujourd'hui, pour austère qu'en soit l'objet, n'en intéresse pas moins la plupart de nos concitoyens, même si c'est à leur insu. Dans son rapport au Conseil économique et social, M. Menu ne déploierait-il pas que les marchés à terme de marchandises, nonobstant la publicité que leur avait valu le scandale du sucre en 1974, ne fussent guère connus que d'une poignée de spécialistes ?

Je souhaite donc, en introduction à mon propos, que ce projet de loi soit pour nous l'occasion de promouvoir les marchés à terme et d'en réglementer le fonctionnement. Ils concernent en effet tous les consommateurs de chocolat, de sucre, de laine et de bien d'autres produits. Plus connus sous le nom de bourses du commerce, ils concernent aussi un grand nombre d'épargnants. Ils intéressent enfin une multitude d'entreprises françaises, de production, de transformation ou d'échange.

Ainsi, directement ou indirectement, ce texte aura un grand impact sur notre économie nationale et internationale ; à travers lui, un de nos premiers objectifs doit être de promouvoir, de mieux faire connaître, d'ouvrir et de rendre plus compétitifs les marchés à terme réglementés de marchandises.

Ceux-ci ont pour objet de permettre des transactions publiques sur des échéances plus ou moins éloignées dans le temps, de façon à équilibrer dans la durée des offres de production qui peuvent intervenir au même moment, alors que la demande de cette production et sa commercialisation sont échelonnées sur toute l'année. Grâce à leur caractère public — les transactions s'effectuent anonymement et à la criée autour d'une corbeille — les marchés à terme de marchandises constituent un mécanisme de premier ordre pour la fixation de prix qui deviennent des prix de référence internationaux. De ce fait, ils n'ont pas pour objet premier la livraison de marchandises, les contrats qui s'y concluent étant à exécution et paiement différés.

Les fonctions économiques des marchés à terme de marchandises peuvent être regroupées sous cinq rubriques.

Premièrement : la régulation de l'offre et de la demande globale des produits. Le propre des marchés à terme est d'opérer une régulation entre l'offre et la demande, non seulement dans l'espace, mais encore dans le temps. Par suite, ils ont un effet de nivellement des cours en écartant les pointes qui pourraient résulter de déséquilibres saisonniers affectant l'ajustement de l'offre à la demande.

Deuxièmement : la fonction d'assurance. Grâce à la possibilité offerte par le marché à terme d'effectuer des transactions sur des échéances plus éloignées, les utilisateurs professionnels — producteurs, transformateurs, négociants — peuvent garder une maîtrise dans le temps du prix de la marchandise soit à l'achat, soit à la vente, au moyen de la pratique appelée en France « arbitrage ».

L'arbitrage en couverture d'effectif consiste, pour le professionnel qui a des contrats portant sur de la marchandise physique, à conclure sur les marchés à terme des contrats de sens inverse portant sur les mêmes échéances que les contrats en marchandises, de telle sorte qu'au dénouement de l'opération les différences de cours, qui seraient intervenues entre le moment de la conclusion des contrats et leur échéance, seront de sens inverse entre le contrat de terme et le contrat de physique et, par suite, s'annuleront.

Le marché à terme de marchandises remplit donc une fonction d'assurance contre les fluctuations de cours. Celle-ci joue, en particulier, grâce à la dilution du risque que réalise le marché.

La troisième fonction, l'amélioration de la gestion des stocks des entreprises, est un avantage économique des marchés à terme auquel nous ne pouvons qu'être sensibles dans la difficile conjoncture économique actuelle.

Du fait de la conclusion de transactions à terme, en effet, les professionnels peuvent affiner leur politique d'approvisionnement sans immobiliser des capitaux importants par des achats immédiats de marchandises au comptant. De ce point de vue, l'impact sur l'amélioration de la gestion est double. Il s'exerce tant sur le plan physique que sur le plan financier et de la trésorerie.

La quatrième fonction des marchés à terme de marchandises est d'être antimonopolistique. Ils ne peuvent en effet porter que sur des marchandises fongibles et de grande commercialisation.

Grâce à cette fongibilité de la marchandise, il est possible de définir des contrats standard tout sur la qualité de la marchandise traitée, que sur les quantités objet de ces contrats. Par exemple, un lot de sucre à Paris correspond à cinquante tonnes de sucre blanc. Cette standardisation permet, à son tour, une fongibilité des contrats au sein de l'organisme de compensation et donc l'adaptation du nombre de contrats traités aux besoins de chacun.

Par suite, les marchés à terme exercent une fonction antimonopolistique puisqu'ils sont ouverts aussi bien aux petites et moyennes entreprises qu'aux sociétés de dimension internationale. Nous revenons sur ce sujet au cours du débat. Cette fonction antimonopolistique est donc le corollaire de la dilution du risque évoqué à propos de la fonction d'assurance du marché à terme.

Enfin, les marchés à terme de marchandises ont un impact positif sur l'équilibre extérieur du pays — vous y avez fait allusion tout à l'heure, monsieur le ministre — et ce n'est pas leur moindre intérêt, compte tenu de la conjoncture.

Etant donné que les marchés à terme portent sur des denrées de grande commercialisation, ils ont vocation à avoir un caractère international et, de ce fait ils contribuent, de façon extrêmement sensible, à l'amélioration de la balance des invisibles pour les pays où sont situés ces marchés. En effet, les transactions sur les marchés à terme de marchandises induisent toute une série d'opérations complémentaires — émissions d'intermédiaires, commissions d'enregistrement, frais financiers — qui sont payées en devises par les opérateurs étrangers au territoire sur lequel sont situés ces marchés.

A cet aspect bénéfique que constitue pour les pays concernés le fait de disposer chez eux de places où fonctionnent des marchés à terme s'ajoute, dans le cas de la France, un complément d'intérêt de première importance.

En effet, les marchandises qui se traitent — cacao en fèves, café robusta — portent sur des denrées produites, pour la plus grande part, dans des pays de la zone franc. Ainsi l'existence à Paris de ces marchés à terme est un élément capital du maintien de cette zone franc grâce aux possibilités qu'ils offrent aux producteurs africains de procéder à des arbitrages en francs, à l'abri de tout risque de change.

Pour toutes ces raisons, dont a tenu compte la Haute assemblée, nous considérons que le projet de loi tel qu'il a été adopté par le Sénat nous donne satisfaction. Nous aurons l'occasion, au cours de la discussion des articles, d'intervenir sur les amendements proposés par la commission de la production et des échanges, mais je veux d'ores et déjà formuler deux observations sur l'intervention du rapporteur et poser deux questions à M. le ministre.

D'abord, monsieur le rapporteur, vous avez souligné que les commissions des commissionnaires étaient plus élevées en France que dans les autres pays.

Je crois qu'il conviendrait, en la matière, de commencer à balayer devant notre porte. En ce qui concerne le pourcentage de la commission, je peux en effet vous indiquer — sans répondre à la place de M. le ministre, que vous avez interrogé sur ce sujet — qu'il existe trois tarifs. Le premier d'entre eux, dit tarif plein, s'applique au grand public — épargnants, privés... — et il correspond à 1 p. 100 de la valeur de marchandises aller-retour. Cela signifie qu'en achetant pour 150 000 francs et en revendant pour la même somme, on paie 1 p. 100 sur 150 000 francs. Il y a ensuite deux tarifs minorés : 0,5 p. 100 pour les membres professionnels et 0,25 p. 100 pour les membres affiliés. Ces derniers sont les commissionnaires des pays étrangers et c'est pourquoi apparaît le problème du contrôle des changes que j'ai évoqué.

Mais il s'ajoute à ce pourcentage une taxe de 0,1 p. 1000 — dont a parlé M. Gantier — dite taxe de repatriation, qui n'existe pas dans les autres pays. Si nous voulons que les commissions soient moins élevées en France que dans les autres pays, il faudrait peut-être supprimer cette taxe.

Enfin, il y a des frais d'enregistrement versés à l'organisme de liquidation ; ils s'élèvent à 18 francs environ par opération en France alors qu'ils ne sont que de 3,5 francs par opération, toutes valeurs confondues, dans les autres pays, si j'en crois les informations dont je dispose. Je livre cela à votre réflexion, monsieur le ministre.

Nous pouvons donc légitimement nous demander si le fait que les commissions sont plus élevées en France ne tient pas à notre réglementation.

J'indique ensuite à M. le rapporteur que l'on ne saurait accepter que des commissionnaires soient agréés contre l'avis de la compagnie des commissionnaires. Il s'agit d'un débat de fond que je ne veux pas engager aujourd'hui, mais on ne peut à la fois augmenter les devoirs de solidarité entre les commissionnaires et imposer à l'organisme de solidarité des membres qu'elle ne souhaite pas compter dans ses rangs.

En guise de conclusion, je poserai deux questions à M. le ministre.

L'article 30 du projet prévoit que les banques et les établissements financiers pourront se livrer au démarchage, après inscription sur une liste établie par la commission des marchés à terme de marchandises et l'article 31 dispose que ces banques et établissements financiers pourront exercer le mandat de gestion prévu à l'article 16. Dans la mesure où le Gouvernement dispose désormais d'une maîtrise presque totale des banques et puisque, ainsi que vous l'avez rappelé tout à l'heure, monsieur le ministre, vous souhaitez développer les marchés à terme, quelles dispositions concrètes prendrez-vous en la matière, au niveau bancaire ? Quelle place auront les marchés à terme de marchandises dans le budget épargne des Français ?

En second lieu, quels assouplissements apporterez-vous au contrôle des changes — toujours dans le but de développer les marchés à terme de marchandises — afin que les personnes non résidentes puissent signer des contrats, notamment en dollars, puisque cela sera désormais possible ? Je précise bien que cette possibilité ne sera réservée qu'aux non-résidents.

Je vous remercie d'avance, monsieur le ministre, de bien vouloir répondre à ces deux questions. *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'Union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. Balmigère.

M. Paul Balmigère. Nous sommes aujourd'hui invités à modifier la législation sur les marchés à terme de marchandises. Cette modification était nécessaire si l'on en juge par le nombre de scandales auxquels ces marchés ont donné lieu. Et je suis sûr que nous ne connaissons que les plus significatifs d'entre eux.

Malgré les inconvénients que présentent ces marchés, le Gouvernement a choisi de les maintenir. Le rapporteur de notre commission a lui-même mis en avant leur utilité. En effet, ces marchés constituent l'un des mécanismes de régulation « permettant de synchroniser les flux d'offres et de demandes » selon une formule du rapporteur.

Il est incontestablement nécessaire de disposer d'un mécanisme de régulation entre les offres et les demandes. Les raisons en sont diverses et chacun d'entre nous les connaît. Elles tiennent au caractère saisonnier des productions, parfois aux aléas climatiques.

Dans le cas des matières premières d'origine minière, d'autres critères interviennent : la disponibilité, le stockage... Il est cependant permis de s'interroger sur un mécanisme dont le fondement est totalement étranger à l'esprit même de la régulation et à son utilité.

Les marchés à terme constituent l'un des terrains privilégiés des spéculateurs dont la seule motivation est de gagner le maximum d'argent en prenant le moins de risques possible. Destinés à servir de régulateur, ils amplifient souvent les fluctuations de cours. L'annonce d'une gelée sur les champs de café, ou une période de sécheresse frappant ceux de betteraves sont souvent des arguments utilisés pour tenter de modifier les cours et, ainsi, de dégager des profits pour certains spéculateurs. Le caractère spéculatif de ces marchés contribue donc à accentuer les fluctuations de cours. Il peut aussi être très négatif pour le commerce extérieur, ainsi que le prouvent les résultats communiqués récemment par Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme.

Il a, par ailleurs, deux autres inconvénients : il stérilise une grande quantité de capitaux qui pourraient être mieux utilisés ailleurs et il a un effet inflationniste à cause des surecarts occasionnés par des capitaux financiers à la recherche d'une valorisation spéculative.

Un autre système plus sain pourrait être trouvé, qui devrait favoriser l'établissement de cours sur des critères objectifs tenant compte de la demande, de l'offre et de la nécessité de synchroniser les flux de l'une et de l'autre.

Deux actions seraient sans doute nécessaires : la conclusion de contrats entre producteurs et demandeurs qui pourraient tous être représentés par des organismes professionnels spécialisés et le financement des mouvements régulateurs par un appel à l'épargne, sur des bases saines et plus proches des conditions de valorisation que l'on trouve dans les activités de production.

Nous aurions pu innover. Au lieu de cela, le Gouvernement a choisi d'utiliser les mécanismes existants en modifiant leurs aspects les plus pervers. Nous lui apporterons donc notre concours pour moraliser le fonctionnement des marchés à terme.

Je me demande cependant s'il n'est pas improprie de parler de moral à propos de spéculation. Chacun peut mesurer le sens moral des auteurs du scandale du sucre de 1974 et de ceux qui, au nom de l'Etat, les ont couverts. Le rapporteur a fait référence à ces événements. Le projet de loi a pour ambition d'éviter le renouvellement d'un pareil scandale. Cela est louable, mais je suis sûr que notre assemblée aurait davantage apprécié l'importance du texte qu'elle est appelée à voter si les responsables et leurs complices avaient été mieux désignés.

Ces mêmes événements ont donné lieu à un livre et à un film célèbres. A l'époque, les noms de hauts personnages de l'Etat ont été cités. Les finances publiques ont même été mises à contribution pour régler une affaire de spéculateurs qui aurait dû rester du seul domaine privé. Mais il paraît que spéculateurs et hommes politiques au pouvoir se tenaient par la barbichette, si l'on peut dire. (Sourires.) L'intervention publique était d'ailleurs si grossière que le Parlement a refusé de voter les crédits destinés à combler le trou. On ne sait pas encore aujourd'hui qui a empêché les milliards qui se sont brusquement volatilisés.

Cette expérience devrait inciter le Gouvernement à témoigner d'une grande prudence sur les possibilités juridiques, ou autres, permettant d'impliquer la responsabilité des finances publiques. Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement évoque le triple objectif assigné au projet. Le groupe communiste aurait aimé qu'un quatrième soit en bonne place : ne pas impliquer les finances publiques.

Lors de son audition par la commission, M. le ministre, répondant à une question à propos de l'article 6, a reconnu que « l'action en responsabilité consécutive à la suspension des opérations, est théoriquement possible ». Même si elle a peu de chance d'aboutir, selon le ministre, mon groupe considère que le texte présente encore trop de risques.

Certes, il faut que les autorités de tutelle et le Gouvernement puissent suspendre les cotations dans certaines conditions. Mais il n'y a aucune raison pour accepter d'éponger le passif laissé par les spéculateurs. Nos concitoyens ne comprendraient pas que l'on vote un texte qui permettrait cela, au moment où ils sont appelés à la rigueur, et ils auraient raison.

Mon groupe demande, en conséquence, qu'avant l'adoption définitive du texte le Gouvernement s'assure qu'en aucun cas les finances publiques ne pourront servir à pallier les carences des spéculateurs.

A ce propos, je me demande s'il est opportun de maintenir dans l'article 6 la disposition prévoyant, après une période de suspension des cotations, la compensation et la liquidation des contrats en cours sur une base forfaitaire. Pourquoi ne pas prendre en compte le cours établi au moment de la réouverture ? Cela semblerait plus conforme au jeu de l'offre et de la demande. Sur ce point, monsieur le ministre, j'aimerais connaître votre point de vue.

Je ferai encore quelques remarques sur certains aspects du projet.

La protection des petits épargnants constitue, à juste titre, l'un des principaux aspects de ce texte. C'est pourquoi je partage les préoccupations de M. le rapporteur à propos de l'article 1^{er} et du contrôle de la véracité et, j'ajoute, de la communication impartiale de l'information. Je crois qu'aucune précaution n'est superflue pour moraliser les pratiques de ce milieu spécialiste de la désinformation.

Tout le monde semble, par ailleurs, reconnaître que les taux des commissions sont trop élevés par rapport à ceux pratiqués sur d'autres places. Dans une déclaration récente devant notre assemblée, M. le ministre de l'économie, des finances et du budget a évoqué la nécessité de trouver les formes appropriées pour associer au plan de rigueur les professions protégées. L'article 12 maintient l'exclusivité au profit des seuls commissionnaires agréés. Je souhaiterais connaître les moyens par lesquels le Gouvernement s'assurera que ce monopole ne sera pas utilisé pour limiter les agréments et, ainsi, créer une situation particulièrement privilégiée et lucrative pour un petit nombre.

Enfin, j'aborderai le financement de la commission des marchés à terme de marchandises auquel le projet de loi ne fait pas référence.

M. le ministre s'est prononcé pour un financement public, afin que cette commission soit réellement indépendante. Le rapporteur précise, à la page 35 de son rapport : « étant entendu qu'en contrepartie une taxe viendrait atténuer... la charge ainsi assumée par le Trésor. » Est-il utile, monsieur le ministre, de préciser que le groupe communiste estime que les gains des capitaux spéculatifs doivent être taxés, afin que les opérations de contrôle ne coûtent rien à l'Etat ?

En conclusion, j'assure le rapporteur que mon groupe soutiendra les amendements qu'il défendra, au nom de la commission de la production et des échanges, car ces amendements améliorent sensiblement le texte ou le précisent utilement.

Monsieur le ministre, je vous ai posé quelques questions ; vous avez déjà répondu à certaines d'entre elles dans votre intervention, mais j'attends vos réponses pour les autres. Votre projet de loi n'innove pas beaucoup. Il peut, cependant, éviter quelques excès. Aussi, le voterons-nous, complété par les amendements proposés par la commission. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La discussion générale est close.

La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Ne serait-ce que par courtoisie, je souhaite répondre aux divers intervenants.

M. Gantier a repris, comme je l'ai fait moi-même, la philosophie générale du texte, en insistant un peu plus sur les inflexions données par le Sénat ; cela n'est pas vraiment le fruit du hasard !

Sans vouloir le moins du monde engager la polémique -- tel n'est pas le ton du débat -- je lui adresserai une simple remarque. Le scandale du sucre s'est produit en 1974 et il a fallu attendre 1980 pour que l'on commence à agir. C'est finalement le Gouvernement actuel qui a déposé un texte législatif devant le Sénat. Il conduit d'ailleurs l'affaire tambour battant...

M. Jean-Paul Charié. Un peu trop !

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. ... puisqu'il défend aujourd'hui ce projet devant l'Assemblée nationale.

M. Gilbert Gantier. Je n'ai rien caché de cela !

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. C'est vrai et cela vous honore !

M. Gilbert Gantier. Merci !

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. M. Charié m'a posé des questions un peu plus techniques.

En ce qui concerne le démarchage des particuliers par les banques, il est évident que nous prévoyons la possibilité, pour les banques, d'obtenir l'autorisation de faire du démarchage.

Quel sera le résultat ? Augmenter, nous l'espérons, le volume des transactions. Les banques sont des organismes qui font appel à l'épargne. L'objectif du projet, je le rappelle, est de mobiliser l'épargne sur les marchés de marchandises dans des conditions de sécurité suffisantes.

Quel volume d'épargne sera ainsi orienté vers ces marchés ? Monsieur Charié, seul l'avenir nous le dira. Il dépendra en partie de la « réputation » des placements. Ce ne sont pas des affaires, comme le scandale du sucre, qui draineront une épargne saine vers ces marchés ; c'est tout à fait évident.

Vous avez posé, monsieur Charié, une autre question qui, elle, est évidemment beaucoup plus complexe et dont la réponse mérite des réflexions de la part du Gouvernement et surtout du ministère des finances ; elle concerne les monnaies et les échanges. Elle relève d'une politique globale qui répond, vous le savez bien, à des impératifs, lesquels sont non seulement ceux du Gouvernement, mais ceux de la nation tout entière.

Vous avez soulevé une question plus précise relative aux ripostes qu'il convient d'opposer aux démarches anglaises visant à créer à Londres un marché à terme du sucre blanc. Nous sommes dans une économie de concurrence ; ni vous, ni moi ne pouvons le contester. L'évolution du marché à terme du sucre a été tout à fait satisfaisante depuis quelques années ; le volume des transactions s'est développé substantiellement. Quand je dis « évolution tout à fait satisfaisante », je mets évidemment entre parenthèses le scandale que nous avons évoqué ; mais peut-être est-ce parce que tout marchait trop bien que certains ont eu la tentation de se livrer à quelques débordements.

M. Jean-Paul Charié. Nous n'étions pas les seuls ! Il y avait aussi la Pologne.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Nous entretenons des contacts réguliers avec les professionnels pour examiner les ripostes à apporter au cas où les autorités du marché de Londres décideraient d'ouvrir un marché à terme

— comme elles l'ont fait le 18 avril pour le sucre blanc — qui serait concurrentiel de celui de Paris, à compter du 1^{er} juillet 1983. En accord avec les autorités de tutelle, et pour faire face à cette concurrence, le marché de Paris offrira très prochainement à ses clients non résidents le service de couverture de change dollars-francs en continu. Ainsi, tout en poursuivant la cotation en France, le marché de Paris sera à même d'apporter à sa clientèle non résidente un service tout à fait compétitif par rapport à celui proposé à Londres.

Le problème n'est pas simple parce qu'il ne s'agit pas d'ouvrir des portes par où pourrait s'engouffrer un torrent. Il ne s'agit pas non plus d'encourir une sanction des autorités européennes. Le sujet est délicat mais nous nous en préoccupons. Cette réponse devrait en partie vous satisfaire.

Monsieur Balmigère, je me doute bien que les communistes n'adorent pas ce genre de marchés. Ce n'est pas une découverte ! (Sourires.) Mais il est nécessaire, dans le monde actuel, de voir les choses telles qu'elles sont et d'essayer de les moraliser. Telle est d'ailleurs la philosophie générale de ce projet de loi et, de ce point de vue, je pense que vous ne pouviez que vous y associer.

Vous avez soulevé un point bien précis. Vous ne souhaitez pas que l'Etat se trouve engagé dans cette affaire. Mais il peut l'être de plusieurs façons.

D'abord pour le financement de la Comt, je préfère le financement public, parce qu'il me paraît nécessaire que l'objectivité de l'institution soit très hautement et très clairement affirmée. Un tribunal correctionnel n'aurait guère d'autorité si son financement était assuré par les gens qui comparaissent devant lui. Je vous accorde que la Comt n'est pas réellement un tribunal.

De plus, l'intervention de l'autorité publique est tout de même nécessaire. Une cotisation des professionnels n'est pas inconcevable. En revanche, il me paraît bien compliqué d'instituer une taxe. En effet, compte tenu de la dépense envisagée de huit millions de francs, comment ajuster une taxe à des marchés tout de même considérables pour obtenir ce rendement ? Vous me direz que s'il entre de l'argent dans les caisses de l'Etat, cela ne peut pas lui faire de mal, mais le propre d'une taxe est d'avoir une finalité. Le problème est posé. Nous verrons au niveau du règlement et de la dépense réelle comment il peut être résolu.

Vous connaissant bien, monsieur Balmigère, je sais aussi que vous souhaitez que la Comt soit une institution objective et indépendante par rapport aux professionnels. C'est un point sur lequel nous sommes d'accord.

L'Etat peut en outre être appelé à intervenir lorsque sa responsabilité est engagée. Vous me direz que plus l'Etat réglemente, plus sa responsabilité peut être mise en cause, si un jour la réglementation se révèle insuffisante. Nous ne pourrions jamais complètement y échapper. Mais nous mettons précisément en place certains garde-fous pour éviter que des accidents graves, tels que celui du scandale du sucre, ne se reproduisent. Nous disposons déjà de moyens qui nous permettent d'en limiter le risque ; je l'ai expliqué tout à l'heure dans mon intervention. La suspension des opérations par la Comt, dès lors qu'elles apparaissent comme douteuses et de nature à compromettre sérieusement les intérêts du marché, tout particulièrement des épargnants, me paraît être une garantie très importante. Je ne peux cependant pas garantir que quelqu'un ne cherchera jamais à mettre en cause la responsabilité de l'Etat. Il appartient à la juridiction administrative, et en dernier ressort au Conseil d'Etat, de veiller au bien-fondé de la recevabilité des recours.

M. le président. Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi, dans le texte du Sénat, est de droit.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Article 1^{er}.

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

TITRE 1^{er}

DE LA COMMISSION DES MARCHÉS A TERME DE MARCHANDISES

« Art. 1^{er}. — Il est institué une commission des marchés à terme de marchandises chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés réglementés. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — La commission est composée d'un président nommé par décret en conseil des ministres, de deux membres désignés respectivement par le ministre chargé de l'économie et le ministre chargé du commerce choisis en fonction de leur expérience ou de leur compétence en matière de marchés à terme de marchandises, ainsi que du président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris ou de son représentant et du président de la commission des opérations de bourse ou de son représentant. Elle comprend également, avec voix consultative, le président de la compagnie des commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris ou son représentant ainsi que le président de l'organisme financier mentionné à l'article 17 de la présente loi ou son représentant, à moins qu'ils ne soient désignés par le ministre chargé de l'économie ou le ministre chargé du commerce en application des dispositions du présent alinéa. »

« Lorsque la commission examine une question intéressant une place autre que Paris, elle s'adjoint, avec voix délibérative, le président de la chambre de commerce et d'industrie en cause ou son représentant. Elle s'adjoint également, avec voix consultative, le président de la compagnie des courtiers de marchandises assermentés concernée ou son représentant, ainsi que le président de l'organisme financier mentionné à l'article 26 de la présente loi ou son représentant, à moins qu'ils ne soient désignés par le ministre chargé de l'économie ou le ministre chargé du commerce en application des dispositions du présent alinéa. »

M. Destrade, rapporteur. a présenté un amendement n° 1 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 2, après les mots : « de leur expérience », substituer au mot : « ou », le mot : « et ». »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. L'expérience seule ne saurait suffire. Elle doit s'accompagner de compétence pour être retenue comme critère de choix.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement est favorable à l'adoption de cet amendement.

J'espère en effet que les membres de la commission seront choisis compte tenu de leur expérience et de leur compétence. Il ne peut d'ailleurs y avoir de compétence sans expérience ni d'expérience sans compétence.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 2 ainsi libellé :

« Après les mots : « marchés à terme de marchandises », rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 2 :

« Ces membres sont nommés pour trois ans. Leur mandat est renouvelable. La commission se compose en outre du président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris et du président de la commission des opérations de bourse ou de leur représentant respectif. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Seuls le président et les deux membres choisis en fonction de leur compétence peuvent être nommés pour trois ans. Le président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris et le président de la C. O. B. sont des membres *ex officio* : ils ne sauraient siéger au sein de la Comt dès lors qu'ils n'auraient plus la fonction au titre de laquelle ils siègent. Il en va de même pour la personne que chacun d'eux aurait désignée comme représentant respectif.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je suis d'accord, monsieur le rapporteur, mais expliquez-moi la différence entre *ex officio* et *ex officio*.

M. Gilbert Gantier. Très bonne question !

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. *Ex officio* est le synonyme de « de droit ».

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Mais *ex officio* est plus compréhensible.

M. Jean-Paul Charié. Je partage le point de vue de M. le ministre.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 3 ainsi rédigé :

« Après le premier alinéa de l'article 2, insérer l'alinéa suivant :

« La commission s'adjoint, avec voix consultative, le président de la compagnie des commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris ou son représentant ainsi que le président de l'organisme financier mentionné à l'article 17 de la présente loi ou son représentant, à moins qu'ils ne soient désignés par le ministre chargé de l'économie ou le ministre chargé du commerce en application des dispositions du premier alinéa. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement vise à transformer la seconde phrase du premier alinéa en un deuxième alinéa afin de bien distinguer les membres de la commission avec voix délibérative de ceux qui ne disposent que d'une voix consultative et ne sont pas présents lors des prises de décision.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement n'est pas opposé à ce que l'on distingue au sein de la Comt les membres avec voix délibérative de ceux avec voix consultative. Il souhaite toutefois que les deux catégories de membres soient présentes lors des prises de décision de la Comt où leur expérience pratique peut éclairer celle-ci au cours de la délibération finale.

Je m'en remets donc à la sagesse de l'Assemblée.

M. Jean-Paul Charié. Je demande la parole.

M. le président. Vous avez la parole, monsieur Charié. Votre sagesse s'ajoutera à celle des autres membres de l'Assemblée.

M. Jean-Paul Charié. Merci, monsieur le président, de la reconnaître.

Monsieur le ministre, il est indispensable que la Comt ne se contente pas de prendre l'avis de la compagnie des commissionnaires, mais qu'elle en tienne compte. Si nous voulons atteindre l'objectif que, en commun, nous nous fixons, à savoir développer le marché à terme, il faut un climat de confiance et de concertation. On ne peut pas imposer aux professionnels — acheteurs, vendeurs, transformateurs — une tutelle omniprésente. Nous souhaitons être assurés, monsieur le ministre, qu'il sera tenu compte de l'avis des commissionnaires.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je partage tout à fait le point de vue de M. Charié. L'Assemblée vient d'ailleurs de décider que siègeraient à la Comt des gens expérimentés et compétents. Or les gens expérimentés et compétents savent qu'il faut toujours s'entourer des avis des professionnels avant de prendre des décisions. Ils peuvent ensuite agir en toute indépendance et en toute conscience.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 4 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du dernier alinéa de l'article 2, supprimer les mots : « , avec voix délibérative, ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il va de soi que, lorsque le président de la chambre de commerce et d'industrie en cause ou son représentant fait partie de la commission, il dispose d'une voix délibérative. Le fait de le mentionner seulement dans ce cas pourrait donner à penser qu'il n'en a pas de même pour le président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris et le président de la commission des opérations de bourse.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Tout à fait d'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 5 ainsi rédigé :

« A la fin de la seconde phrase du dernier alinéa de l'article 2, substituer au mot : « présent », le mot : « premier ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit de corriger une erreur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 2, ainsi modifié, est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — Le président et les membres de la commission sont nommés pour trois ans. Leur mandat est renouvelable. Le président assure la direction générale des services de la commission.

« Les décisions de la commission sont prises à la majorité. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

« Un commissaire du gouvernement, désigné conjointement par le ministre chargé de l'économie et par le ministre chargé du commerce, siège auprès de la commission. Il peut, dans les quatre jours d'une délibération de la commission, provoquer une seconde délibération. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 6 ainsi rédigé :

« Supprimer les deux premières phrases du premier alinéa de l'article 3. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 7 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le dernier alinéa de l'article 3 :

« Un commissaire du Gouvernement, assisté d'un commissaire adjoint, est désigné conjointement par le ministre chargé de l'économie et par le ministre chargé du commerce. Il assiste aux séances de la commission. Il peut dans les quatre jours d'une délibération de la commission provoquer une seconde délibération. Il est suppléé en cas d'empêchement par le commissaire adjoint. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Dans le texte du Sénat il n'est nommé qu'un seul commissaire du Gouvernement au lieu des deux mentionnés dans le projet de loi initial. Dès lors, en cas d'empêchement de ce représentant unique, aucun commissaire du Gouvernement n'assisterait aux réunions de la commission. Il convient donc de prévoir un commissaire adjoint pouvant le remplacer dans ce cas.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Cet amendement me paraît sage.

M. le président. La parole est à M. Charié.

M. Jean-Paul Charié. Monsieur le ministre, l'adoption de cet amendement va vous contraindre à augmenter votre budget puisqu'il faudra assurer le salaire de deux commissaires. Si l'unique commissaire doit s'absenter, il peut désigner un délégué, cela s'est toujours vu.

Dans sa sagesse, la Haute assemblée n'a prévu qu'un seul commissaire. Le groupe du rassemblement pour la République la suivra.

M. le président. Devant tant de sagesse, la raison pourrait peut-être l'emporter, monsieur le ministre ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. La commission a raison et M. Charié, selon moi, a tort.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 3, ainsi modifié, est adopté.)

Article 3 bis.

M. le président. « Art. 3 bis. — Dans le cadre de sa mission, la commission peut être saisie par le ministre chargé de l'économie, par le ministre chargé du commerce, par le conseil consultatif des marchés réglementés et par les personnes qui sont visées aux articles 28, 29, 30 et 31 de la présente loi. Elle peut également se saisir d'office. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 8 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 3 bis. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il semble préférable de placer à l'article 9 cette disposition relative à la saisine de la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 3 bis est supprimé.

Article 4.

M. le président. « Art. 4. — Un conseil consultatif des marchés réglementés, présidé par le président de la commission ou son représentant, comprenant des représentants des professions et organismes intéressés au fonctionnement des marchés ainsi que des personnes qualifiées, siège auprès de la commission. Y sont notamment représentés les commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris, les courtiers de marchandises assermentés, les intermédiaires inscrits et les banques et établissements financiers visés aux articles 30 et 31 de la présente loi.

« La composition et les modalités de désignation des membres du conseil consultatif sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé du commerce.

« Le conseil émet des avis et formule des propositions sur toutes les questions concernant le fonctionnement et le développement des marchés réglementés. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 9 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 4 :

« Un conseil consultatif des marchés réglementés siège auprès de la commission. Il est habilité à émettre des avis et à formuler des propositions sur toutes les questions concernant le fonctionnement et le développement des marchés à terme réglementés. Il est présidé par le président de la commission ou par son représentant. Y sont notamment représentées les personnes visées aux articles 28 à 31 de la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 10 ainsi rédigé :

« Supprimer le dernier alinéa de l'article 4. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix l'article 4, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 4, ainsi modifié, est adopté.)

Article 5.

M. le président. « Art. 5. — La commission établit, pour chaque place, sur avis des organismes chargés du fonctionnement des marchés réglementés de la place et après avis du conseil consultatif des marchés réglementés, le règlement général des marchés. Ce règlement entre en vigueur à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de son adoption, sauf opposition motivée, notifiée avant l'expiration de ce délai par le commissaire du Gouvernement près la commission.

« Le règlement général détermine notamment les règles fondamentales auxquelles sont soumises les opérations traitées sur les marchés réglementés de la place, les organismes, dont il fixe les attributions, chargés d'en assurer le fonctionnement, et les modalités du contrôle auquel sont soumis les personnes et les organismes concourant à l'activité de ces marchés. Il prévoit, en outre, les modalités d'établissement et d'approbation des règlements particuliers de chaque marché.

« La commission détermine les modalités de perception des commissions afférentes aux opérations sur les marchés. Elle peut en fixer le taux maximum ou minimum. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 11 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi la première phrase du premier alinéa de l'article 5 :

« La commission des marchés à terme de marchandises établit, pour chaque place, le règlement général des marchés, après avoir recueilli l'avis du conseil consultatif prévu à l'article 4 et des organismes chargés du fonctionnement des marchés réglementés de la place. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement tient à préciser à nouveau que les organismes techniques doivent être consultés.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 12 ainsi rédigé :

« Compléter le premier alinéa de l'article 5 par la phrase suivante :

« Il est publié au Journal officiel. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Le Sénat a supprimé l'homologation du règlement général des marchés, mais n'a pas prévu les modalités de publication de ce texte. L'amendement vise à prévoir la publication de ce règlement général au Journal officiel afin de permettre à tout intéressé d'en prendre connaissance.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Cela rendra la lecture du Journal officiel encore plus passionnante ! (Sourires.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 12. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 13 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi la première phrase du deuxième alinéa de l'article 5 :

« Le règlement général détermine notamment les règles auxquelles sont soumises les opérations traitées sur les marchés réglementés de la place, les modalités d'exécution et de compte rendu des ordres ainsi que les formes du contrôle exercé sur les personnes et les organismes concourant à l'activité de ces marchés. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. La parole est à M. Charié.

M. Jean-Paul Charié. L'amendement n° 13 n'est pas purement rédactionnel. Il omet de mentionner les attributions des organismes de fonctionnement des marchés. C'est parce que les

marchés à terme de marchandises ne peuvent fonctionner sans ledits organismes que, pour notre part, nous préférons le texte initial du Sénat.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit des formes de contrôle exercé sur les personnes « et » sur les organismes.

M. Jean-Paul Charié. Lesquels ?

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Tous les organismes concourant à l'activité des marchés.

Il s'agit donc bien d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 13.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 14 ainsi rédigé :

« Dans la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article 5, substituer aux mots : « et d'approbation », les mots : « , d'approbation et de publication ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Le règlement général de place doit également prévoir les modalités de publication des règlements particuliers de chaque marché. Leur diffusion apparaît en effet essentielle pour assurer une meilleure protection des opérateurs privés.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. L'amendement permettra une meilleure information. Le Gouvernement considère cette disposition comme souhaitable. Il est donc favorable à son adoption.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 14.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 15 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 5 :

« Elle peut en fixer les taux maxima et minima. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Les taux peuvent être différents selon les marchés. En outre, la faculté laissée à la commission doit porter à la fois sur les taux maxima et sur les taux minima afin d'éviter tout abus dans un sens ou dans l'autre.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Cette nouvelle rédaction donne plus de souplesse et elle est plus réaliste, car il y a plusieurs catégories de commissions. Le Gouvernement est favorable à son adoption.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 15.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 5, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 5, ainsi modifié, est adopté.)

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — L'ouverture ou la fermeture d'un marché est prononcée par décret, après avis de la commission des marchés à terme de marchandises.

« En cas d'urgence et après avoir pris, si les circonstances le permettent, l'avis de l'organisme chargé d'assurer le fonctionnement de ce marché, le président de la commission peut prescrire, pour une durée n'excédant pas deux jours de bourse consécutifs, la suspension des opérations sur un marché déterminé où des contrats sont en cours. Au-delà de deux jours, la suspension est prononcée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'économie et du ministre chargé du commerce.

« Si les opérations sur un marché réglementé ont été interrompues pendant plus de deux jours de bourse consécutifs, les contrats en cours à la date de la suspension peuvent être compensés et liquidés sur une base forfaitaire dans les conditions prévues par le règlement particulier de ce marché. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 16 ainsi rédigé :

« Après le premier alinéa de l'article 6, insérer l'alinéa suivant :

« Le règlement particulier de chaque marché détermine les conditions dans lesquelles une limite peut être apportée à la fluctuation des cours. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à prévoir dans la loi — et c'est fondamental — la possibilité de limiter la fluctuation des cours sur un marché déterminé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. L'amendement tend à donner une base légale aux règlements déjà en vigueur sur certains marchés — tel est le cas du café. Une telle possibilité, qui limite le jeu de la loi de l'offre et de la demande, doit être utilisée avec de grandes précautions. Par exemple, dans tous les règlements où cette faculté existe, les limites ne s'appliquent pas au dernier mois de cotation, mois précédant le dénouement de l'apuration.

Sous réserve de ces observations l'accepte cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Charié.

M. Jean-Paul Charié. Je suis favorable à l'amendement, sous réserve des observations que je vais présenter.

Le règlement particulier de chaque marché détermine les conditions dans lesquelles l'organisme chargé du fonctionnement de ce marché fixe ou libère les limites qui peuvent être apportées à la fluctuation des cours. Or l'amendement n° 16 précise : « Le règlement particulier de chaque marché détermine les conditions dans lesquelles une limite peut être apportée à la fluctuation des cours. »

J'estime que, pour le bon fonctionnement d'un marché, on peut être conduit à décider soit une limitation des fluctuations journalières, soit, au contraire, une libération totale de ces mêmes fluctuations. Et, en aucun cas, on ne peut imaginer que cette décision pourrait être prise par un organisme administratif. En effet, il s'agit là de l'un des rôles essentiels des comités techniques. Ainsi, le comité technique du sucre comporte six commissionnaires et six professionnels. Ce sont ces professionnels, ce sont les producteurs, c'est la compagnie générale des betteraviers, ce sont les vendeurs, bref, c'est l'ensemble des professionnels directement concernés par le sucre qui peuvent décider des différentes fluctuations et non l'administration.

Je pense que l'Assemblée, dans sa sagesse, sera sensible à mes réflexions, car je crois qu'il est bon de faire confiance à l'ensemble des professionnels qui sont directement concernés et qui font le marché, ou alors on ne fait plus de marchés à terme.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. La commission maintient l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 16.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 17 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début de la première phrase du deuxième alinéa de l'article 6 :

« Lorsqu'un événement perturbe le fonctionnement normal d'un marché et en cas d'urgence, le président de la commission peut prescrire, dans des conditions fixées par décret et pour une durée n'excédant pas... » (le reste sans changement).

Sur cet amendement, M. Gilbert Gantier a présenté un sous-amendement n° 90 ainsi rédigé :

« Dans l'amendement n° 17, après les mots : « peut prescrire » insérer les mots : « après avoir pris l'avis de l'organisme chargé d'assurer le fonctionnement du marché, ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 17.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement permet au président de recourir aux moyens les plus adaptés à l'urgence de la situation. Il n'exclut pas la possibilité pour le président de prendre les avis qu'il estime nécessaires. Il renvoie, en outre, à un décret pour fixer les conditions dans lesquelles le président de la Comt peut user de cette faculté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement donne un accord de principe à cet amendement parce que les modalités sont renvoyées à un décret.

Il convient effectivement que les consultations aient lieu, mais des événements imprévisibles, brutaux, peuvent obliger à prendre une décision extrêmement rapide, ce qui pose des problèmes.

Je me rallierai donc, je le répète, à l'amendement de la commission, mais sous réserve de ces observations.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier, pour défendre le sous-amendement n° 90.

M. Gilbert Gantier. Mon sous-amendement va tout à fait dans le sens des propos de M. le ministre. La suspension d'un marché est une mesure d'une extrême gravité qui ne doit être utilisée que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.

Je suis favorable à l'amendement de la commission, mais il me semble qu'il faut prévoir, comme l'avait d'ailleurs fait le Sénat, l'obligation, pour le président de la commission, de consulter l'organisme chargé d'assurer le fonctionnement du marché.

M. le rapporteur l'a bien précisé tout à l'heure, et je pense que M. le ministre y fait allusion lorsqu'il évoque le décret prévu par l'amendement. Mais dans un marché de ce type où la concertation et la bonne entente de tous sont absolument indispensables pour en assurer le bon fonctionnement, il est préférable de préciser dans le texte de loi lui-même que le président de la commission « peut prescrire, après avoir pris l'avis de l'organisme chargé d'assurer le fonctionnement du marché, dans des conditions fixées par décret et pour une durée n'excédant pas deux jours de bourse consécutifs » la suspension des cotations.

Cela n'exclut d'ailleurs pas le droit pour le président de la commission de ne pas tenir compte de l'avis émis, mais à charge pour lui d'en garder toute la responsabilité.

De toute façon, le décret devra prévoir les conditions dans lesquelles s'effectuera cette consultation préalable, dont le détail pourra être précisé par le règlement particulier du marché concerné.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 90 ?

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. La commission n'a pas examiné ce sous-amendement.

Mais il suffit d'une simple réunion pour prendre cet avis et, en tout cas, ce sous-amendement ne semble pas répondre à l'urgence de la situation prévue au début de l'alinéa. Je dirai même qu'il est contradictoire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Il est des choses qui peuvent être mentionnées dans un décret et qu'il est difficile d'écrire dans une loi. Il faut être réaliste. En cette fin de XX^e siècle, le téléphone et le télex existent. Or on ne peut pas écrire dans une loi qu'on va consulter quelqu'un par téléphone ou par télex. C'est donc au décret d'apporter ces précisions.

M. le président. Etes-vous convaincu, monsieur Gantier, et retirez-vous votre sous-amendement ?

M. Gilbert Gantier. Les assurances qui ont été données tant par M. le ministre que par M. le rapporteur montrent bien que le président de la commission serait tout à fait insensé s'il prenait une décision d'une telle gravité sans téléphoner aux professionnels concernés pour prendre leur avis.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cela va de soi !

M. Gilbert Gantier. C'est donc bien dans cet esprit que l'Assemblée va voter l'amendement n° 17. Dans ces conditions, je retire mon sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 90 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 17.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 18 ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa de l'article 6, substituer au mot : « interrompues », le mot : « suspendues ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 18.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 6, ainsi modifié, est adopté.)

Article 7.

M. le président. « Art. 7. — La commission vise, préalablement à sa diffusion, toute publicité destinée à être diffusée par quelque moyen que ce soit, en matière d'opérations sur les marchés à terme réglementés ou sur les marchés étrangers de marchandises.

« La commission peut subordonner la délivrance de son visa à la modification de la présentation ou de la teneur des énonciations contenues dans toute publicité ou, selon le cas, à l'insertion d'informations complémentaires, lorsqu'elle relève des inexactitudes ou des omissions. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 19 ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 7, substituer aux mots : « toute publicité destinée à être diffusée par quelque moyen que ce soit », les mots : « par quelque moyen que ce soit, toute publicité. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement rédactionnel !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 19.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 20 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le second alinéa de l'article 7 :

« Elle est habilitée à demander à tout moment, par décision motivée, la modification ou le retrait immédiat de tout document ou de toute publicité soumis à son visa lorsqu'elle relève des inexactitudes ou des omissions. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à rétablir le pouvoir de la commission de demander le retrait de tout document ou de toute publicité contenant des inexactitudes ou des omissions. En renforçant le pouvoir de la commission, il s'inscrit tout à fait dans la logique du projet de loi qui nous est présenté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement partage ce point de vue. La commission des marchés à terme de marchandises est placée dans une situation comparable à celle de la commission des opérations de bourse, ce qui est une bonne chose en soi.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 20.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 21 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 7 par l'alinéa suivant :

« Elle peut porter à la connaissance du public les observations qu'elle a été amenée à faire ou les informations qu'elle estime nécessaires. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cette disposition qui figure dans l'ordonnance du 28 septembre 1967 instituant la commission des opérations de bourse est de nature à limiter les abus et les conséquences qui risquent d'en résulter pour les opérateurs privés.

Là encore, il s'agit du renforcement des pouvoirs de la Comf.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord, pour les mêmes raisons que précédemment.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 21.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 7, ainsi modifié, est adopté.)

Article 8.

M. le président. « Art. 8. — La commission par une délibération spéciale, ou, en cas d'urgence, le président, peut charger les agents de la commission de se faire communiquer sur place par les commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris, les courtiers de marchandises assermentés mentionnés à l'article 23, les banques et établissements financiers mentionnés à l'article 30 et les intermédiaires inscrits mentionnés à l'article 31, toutes les pièces qu'elle estime utiles, à l'accomplissement de sa mission, notamment tous contrats, pièces comptables, registres, procès-verbaux et documents de traitement automatisé de l'information. Ces agents peuvent également recueillir toutes informations utiles à l'exercice de leur mission auprès de toute personne intervenant à un titre quelconque à l'occasion d'une opération sur un marché réglementé.

« La commission peut, après une délibération spéciale, procéder ou faire procéder par ses agents à la convocation ou à l'audition de toute personne susceptible de lui fournir des informations concernant les affaires dont elle est saisie. Toute

personne convoquée a le droit de se faire assister du conseil de son choix. Les modalités de cette convocation et les conditions dans lesquelles sera assuré l'exercice de ce droit seront déterminées par décret en Conseil d'Etat.

« Le secret professionnel ne peut être opposé à la commission ou à ses agents pour une affaire relative à un marché réglementé par aucune personne intervenant à un titre quelconque à l'occasion d'une opération sur ce marché, sauf par les auxiliaires de justice.

« Les membres et les agents de la commission sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions dans les conditions et sous les peines prévues à l'article 378 du code pénal. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 22 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi la première phrase du premier alinéa de l'article 8 :

« La commission peut charger ses agents de consulter sur place toutes les pièces qu'elle estime utiles à l'accomplissement de sa mission, notamment tous livres, contrats, pièces comptables, registres, procès-verbaux et documents de traitement automatisé de l'information ou s'en faire adresser copie par les personnes visées aux articles 28 à 31. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à rétablir le droit de la commission de se faire adresser copie des documents qu'elle juge utiles. En outre, il simplifie la rédaction de cet alinéa.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord, bien entendu.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 22. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 23 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début de la première phrase du deuxième alinéa de l'article 8 :

« La commission peut procéder ou faire procéder par ses agents à la convocation ou à l'audition de toute personne, ainsi qu'à la communication de toute pièce, susceptibles de lui fournir des informations... » (le reste sans changement). »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. La commission estime que le caractère spécial de la délibération permettant à la commission d'agir ne paraît pas s'imposer. Ces pouvoirs s'inscrivent naturellement dans le cadre d'un organisme de surveillance et de contrôle.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 23. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 8, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 8, ainsi modifié, est adopté.)

Article 9.

M. le président. « Art. 9. — La commission est habilitée à recevoir de tout intéressé les réclamations, pétitions ou plaintes relatives au fonctionnement des marchés ou au démarchage en vue d'opérations sur lesdits marchés ou sur les marchés étrangers.

« La commission peut formuler des propositions de modifications de lois et règlements concernant l'organisation et le fonctionnement des marchés.

« Elle adresse chaque année au Président de la République et au Parlement un rapport. Ce rapport est publié. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 24 ainsi rédigé :

« Avant le premier alinéa de l'article 9, insérer l'alinéa suivant :

« La commission peut être saisie par le ministre chargé de l'économie, par le ministre chargé du commerce, par le conseil consultatif des marchés réglementés et par les personnes visées aux articles 28 à 31 de la présente loi. Elle peut se saisir d'office. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit maintenant de faire figurer les dispositions prévues initialement à l'article 3 bis à l'article 9 relatif à la saisine de la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 24. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 25 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 9 :

« Elle peut également être saisie par tout intéressé, de toute affaire relative au fonctionnement des marchés à terme réglementé ou au démarchage en vue d'opérations sur lesdits marchés ou sur les marchés étrangers. Si elle estime que les faits invoqués ne sont pas appuyés d'éléments suffisamment probants, elle peut conclure par décision motivée qu'il n'y a pas lieu, en l'état, de poursuivre la procédure. Elle notifie sa décision à l'auteur de la saisine. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à élargir la saisine de la commission et à donner à tout plaignant l'assurance que son affaire sera examinée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Tout à fait d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 25. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 26 ainsi rédigé :

« Compléter la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 9 par les mots : « au Journal officiel ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à préciser que le rapport annuel de la commission sera publié au Journal officiel.

M. le président. De beaux jours pour l'imprimerie ! (Sourires.) Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement est d'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 26. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 9, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 9, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 10 et 11.

M. le président. « Art. 10. — Les juridictions pénales d'instruction ou de jugement, les juridictions civiles ou commerciales, les juridictions administratives ainsi que les tribunaux arbitraux peuvent demander l'avis de la commission.

« Cet avis ne peut être rendu public qu'après qu'une décision de non-lieu a été prise ou que le jugement sur le fond ou la sentence a été rendu. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10.

(L'article 10 est adopté.)

« Art. 11. — Le président de la commission révèle au procureur de la République tout fait qu'il estime délictueux et dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions. » — (Adopté.)

Article 12.

M. le président. Je donne lecture de l'article 12 :

TITRE II

DES COMMISSIONNAIRES AGREES PRES LA BOURSE DE COMMERCE DE PARIS

« Art. 12. — Les commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris sont seuls habilités à produire des ordres d'opérations sur les marchés à terme réglementés de marchandises de la place de Paris et à en rechercher la contrepartie. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article est adopté.)

Article 13.

M. le président. « Art. 13. — Les commissionnaires sont obligatoirement affiliés à la compagnie des commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris. La compagnie est régie par les dispositions du code du travail applicables aux syndicats professionnels en ce qu'elles ne sont pas contraires à celles de la présente loi, et jouit à ce titre de la personnalité civile.

« La compagnie est chargée :

« 1° d'étudier les questions intéressant l'exercice de la profession et de représenter collectivement les commissionnaires agréés pour faire valoir leurs droits et intérêts communs ;

« 2° d'assurer le contrôle et la surveillance de ses membres ainsi que des conditions de recrutement de leurs préposés en fonction de leur compétence ;

« 3° d'administrer une caisse mutuelle de garantie, dont les modalités de fonctionnement et de reconstitution sont déterminées par le règlement général des marchés, mentionné à l'article 5 ci-dessus.

« Elle peut en outre concourir au développement des marchés à terme réglementés de marchandises.

« Les statuts de la compagnie et leurs modifications ultérieures sont homologués conjointement par le ministre chargé de l'économie et le ministre chargé du commerce, après avis de la commission des marchés à terme de marchandises. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 27 ainsi libellé :

« I. Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 13 :

« Les commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris sont obligatoirement affiliés à une compagnie dont les statuts sont approuvés par la commission des marchés à terme de marchandises et publiés au *Journal officiel*. Cette compagnie est régie par les dispositions du chapitre I^{er} du livre quatrième du code du travail en ce qu'elles ne sont pas contraires à celles de la présente loi. Elle a pour rôle : »

« II. En conséquence, supprimer le deuxième alinéa de cet article. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à inclure dans le premier alinéa de l'article 13 une disposition qui figurait dans le texte initial du projet de loi et à supprimer, en conséquence, le deuxième alinéa du même article.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement sera d'accord sous réserve que l'amendement n'implique pas la remise en cause des organismes existants — la compagnie des commissionnaires agréés et la banque centrale de compensation — ce qui me paraît d'ailleurs aller de soi. Êtes-vous d'accord, monsieur le rapporteur ?

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Tout à fait, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Je suis quelque peu surpris par l'amendement n° 27 de la commission.

Comme vient de l'indiquer excellemment M. le ministre, cet amendement n'est acceptable que s'il n'implique aucune remise en cause des organismes existants.

En faisant allusion à « une » compagnie, veut-on dire qu'il faut dissoudre la compagnie actuelle, que chacun connaît bien, qui résulte d'une loi du 9 août 1950 et dont les statuts ont d'ailleurs été modifiés par un arrêté ministériel du 5 avril 1982 ? Si tel est le cas, on se heurtera à des difficultés considérables. Il faudra, notamment, répartir entre les membres de ladite compagnie les fonds affectés à la garantie collective de la profession, répartition qui serait d'une complexité inouïe.

Et si l'on veut dire que d'autres compagnies pourront être éventuellement créées, je vois mal comment le système pourra fonctionner. En ce qui concerne les agents de change, par exemple, est-ce qu'il y a plusieurs chambres syndicales des agents de change ?

L'adoption de cet amendement rédactionnel ternirait un peu ce projet de loi. C'est pourquoi je souhaite qu'on s'en tienne au texte adopté par le Sénat et que l'on précise de quelle compagnie il s'agit. Ainsi, tout sera clair et l'on saura où l'on va.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Je précise, pour rassurer M. Gantier, qu'il n'est pas question de créer d'autres compagnies. Mais il est d'usage, dans un texte de loi, de ne pas parler nominativement d'un organisme. D'où le maintien de cet amendement.

M. Jean-Paul Charié. Les usages ne sont pas les mêmes au Sénat et à l'Assemblée !

M. André Billardon, vice-président de la commission. Ça, c'est sûr !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 27. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 28 ainsi rédigé :

« Supprimer l'avant-dernier alinéa de l'article 13. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Le premier article du chapitre I du livre IV du code du travail stipule que les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Il serait superfétatoire de préciser que la compagnie peut concourir au développement des marchés à terme de marchandises.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 28. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 29 ainsi rédigé :

« Supprimer le dernier alinéa de l'article 13. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement se justifie par le fait que les dispositions contenues dans le dernier alinéa de l'article 13 sont reprises dans la nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 29. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 13, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 13, ainsi modifié, est adopté.)

Article 14.

M. le président. « Art. 14. — Quel que soit l'événement, les commissionnaires agréés sont responsables.

« Ils sont, en outre, responsables de la solvabilité des donneurs d'ordres pour le compte desquels ils agissent. Ils peuvent être toutefois exonérés de cette responsabilité à l'égard de l'organisme financier mentionné à l'article 17 ci-dessous, lorsque les garanties nécessaires ont été constituées à cet effet par les donneurs d'ordres opérant dans le cadre de leur activité professionnelle. Ils sont également responsables de l'exécution des ordres d'opérations qu'ils reçoivent, que ces ordres soient recueillis, sous quelque forme que ce soit, par eux-mêmes, par leurs agents ou par leurs employés.

« Toute clause contraire aux dispositions du présent article est réputée non écrite. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 30 ainsi rédigé :

« Supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 14. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit, par cet amendement, de transformer cette phrase en un alinéa séparé, afin de mieux distinguer la responsabilité vue sous l'angle de la solvabilité des donneurs d'ordres et leur responsabilité dans l'exécution des ordres d'opérations, responsabilité qui est totale et générale.

Cette précision me paraît utile.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 30. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 31 ainsi rédigé :

« Après le deuxième alinéa de l'article 14, insérer l'alinéa suivant :

« Ils sont également responsables de l'exécution des ordres d'opérations qu'ils reçoivent, que ces ordres soient recueillis sous quelque forme que ce soit par eux-mêmes, par leurs agents ou par leurs employés. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un simple amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 31.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 14, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 14, ainsi modifié, est adopté.)

Article 15.

M. le président. « Art. 15. — Les commissionnaires agréés ne peuvent, sous quelque forme que ce soit, se porter contrepartie de leur clientèle, sauf dans les conditions fixées par le règlement général des marchés.

« Ils peuvent traiter pour leur propre compte des affaires sur les marchés à terme réglementés, mais exclusivement avec d'autres commissionnaires agréés. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 32 ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 15, après le mot : « conditions », insérer les mots : « et pour une durée ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à réserver la possibilité pour les commissionnaires agréés de porter pendant un temps limité les ordres émanant de leurs clients et qui ne peuvent être immédiatement exécutés.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. S'agissant d'une possibilité exceptionnelle et limitée, le Gouvernement donne son accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 32.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 15, modifié par l'amendement n° 32.
(L'article 15, ainsi modifié, est adopté.)

Article 16.

M. le président. « Art. 16. — Les commissionnaires agréés peuvent recevoir de leurs clients un mandat de gestion.

« Ce mandat fait l'objet d'un contrat établi par écrit et conforme à un contrat type élaboré par la compagnie des commissionnaires agréés et homologué par la commission des marchés à terme de marchandises.

« A peine de nullité du mandat, ce contrat comporte les mentions suivantes :

« 1° l'identité et l'adresse du mandant et du mandataire, la durée du mandat qui ne peut excéder un an et l'indication que le mandat est révocable à tout moment ; cette révocation entraîne la liquidation des positions du mandant ;

« 2° le montant de la somme remise au mandataire ;

« 3° les modalités des opérations et les marchés sur lesquels elles peuvent être exécutées ;

« 4° les conditions dans lesquelles le mandataire doit rendre compte de l'exécution de son mandat ;

« 5° la rémunération du mandataire ;

« 6° le montant maximum de l'engagement financier du mandant qui doit être porté sur le contrat de la main de ce dernier. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 33 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 16 :

« Ce mandat fait l'objet d'un constat écrit conforme à un contrat type approuvé par la commission des marchés à terme de marchandises et publié au Journal officiel. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à préciser que la commission peut seulement approuver le contrat type, dont l'homologation revient à l'autorité de tutelle.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Pas d'objection !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 33.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 34 ainsi rédigé :

« Dans le quatrième alinéa (1°) de l'article 16, substituer aux mots : « cette révocation entraîne », les mots : « à la demande du mandant, cette révocation peut entraîner ».

La parole à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. La liquidation automatique des positions du mandant en cas de révocation du mandat de gestion aurait un caractère léonin.

En effet, la révocation du mandat de gestion n'implique pas nécessairement que le mandant entende liquider ses positions pour opérer sur le même marché dans le cadre d'une gestion directe.

En conséquence, il semble préférable de transformer cette obligation en une simple faculté laissée à l'appréciation du mandant.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. L'amendement proposé offre au donneur d'ordre la possibilité, après avoir mis fin au mandat de gestion, de laisser se poursuivre les opérations initiées antérieurement, qui doivent alors être traitées par le commissionnaire selon les instructions expresses émanant du donneur d'ordre et ne sont donc plus laissées à l'appréciation du commissionnaire.

La liquidation d'office, prévue antérieurement dans tous les cas, risquait, en effet, d'être défavorable au donneur d'ordre. Le Gouvernement donne son accord sur cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 34.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 35 ainsi rédigé :

« Compléter l'avant-dernier alinéa (5°) de l'article 16 par les mots : « qui doit tenir compte du résultat des opérations ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement de rétablissement du texte initial ne tend pas à exclure la rémunération du mandataire en cas d'opérations déficitaires, mais simplement à en prévoir la modulation selon le résultat.

C'est ce que j'ai indiqué tout à l'heure dans la présentation de mon rapport.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. La rémunération du mandataire tiendra compte des résultats des opérations. Cela ne signifie pas que soit exclue une rémunération à base fixe. En particulier, le mandataire continuera d'être rémunéré, même en cas d'opération déficitaire.

En revanche, le fait que la rémunération soit en partie liée au résultat ne peut qu'encourager une meilleure gestion — même si, bien entendu, la rémunération n'est pas exclusivement fondée sur le résultat.

Sous le bénéfice de ces observations, le Gouvernement donne son accord sur l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Charié.

M. Jean-Paul Charié. Cet amendement est très grave, car il remet en cause le travail des commissionnaires et l'indépendance qui doit exister entre ceux-ci et leurs clients. Il remet même en cause tout le système du marché à terme.

On a dit tout à l'heure que celui-ci ne pouvait fonctionner que s'il y avait des épargnants privés. Et vous avez éliminé, monsieur le ministre, que les banques devaient faire du démarchage.

Or cet amendement prévoit le versement d'une commission, qui dépendra du résultat du marché à terme. C'est méconnaître le fonctionnement de ce type de marché. Les épargnants privés qui souscrivent un contrat ne peuvent être assurés du résultat. Celui-ci dépend de l'offre et de la demande. C'est, en fait, tout le principe de la spéculation : les épargnants privés peuvent réaliser des gains, mais aussi subir des pertes.

L'adoption de cet amendement risquerait de faire naître des systèmes de participation entre les épargnants et les commissionnaires — ce qui conduirait à des abus. En effet, un commissionnaire honnête n'a pas le droit d'assurer un profil à son client. Il doit lui dire : « Vous prenez un risque en venant sur le marché à terme ».

Ce serait une erreur d'encourager un système de commission variant en fonction des résultats obtenus, car cela entraînerait des abus contraires à l'esprit du projet de loi.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Ainsi que l'a souligné M. Charié, la rémunération est un problème grave.

Le mandataire a pour mission de réaliser certaines opérations. Or cet amendement dénature le sens de sa fonction.

Je prends un exemple. La déontologie de l'ordre des avocats ne permet pas à ces derniers de percevoir des honoraires variant en fonction des résultats de leur plaidoirie. On ne doit pas leur proposer de les rémunérer par 10, 20 ou 30 p. 100 de la somme qu'ils auront obtenue comme dommages et intérêts. Il serait, en effet, immoral de les rémunérer en fonction du résultat financier obtenu. J'appelle l'attention du ministre — qui est un fin juriste — sur le fait que, si l'Assemblée adopte cet amendement, on verra se constituer une espèce de société de fait entre le client et le mandataire, qui seront tous les deux liés dans l'opération que le client aura demandée au mandataire d'exécuter.

Cela dénature la fonction du mandataire, lequel doit être rémunéré comme le sont, par exemple, les agents de change. Quand on donne un ordre à un agent de change, on ne lui dit pas : « Achetez-moi ceci ou vendez-moi cela, et, selon que l'opération sera bonne ou mauvaise, je vous paierai ou je ne vous paierai pas. »

Il me paraîtrait grave de faire figurer dans la loi les mots : « qui doit tenir compte du résultat des opérations » et prévoir que le mandataire sera rémunéré en fonction du résultat des opérations constituerait un vice fondamental — je pèse mes mots — du projet de loi.

M. Jean-Paul Charié. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Paul Destrade, rapporteur. Les arguments de M. Gilbert Gantier seraient valables dans le cas d'une gestion directe. Mais cet amendement ne vise que le cas d'un mandat de gestion. Il s'agit simplement d'une contrepartie de la confiance que le mandant témoigne à son mandataire.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Il s'agit, en effet, d'une modalité spéciale concernant les clients qui ne peuvent pas ou ne veulent pas suivre quotidiennement leurs affaires. Cela confère une responsabilité particulière au commissionnaire, lequel doit être rémunéré, en partie, en fonction du résultat.

Monsieur Gantier, on ne peut comparer les commissionnaires aux avocats ; car ces derniers n'ont pas le droit de faire des actes de commerce. Par ailleurs, on ne peut parler, en la circonstance, d'une société de fait puisqu'un contrat de mandat intervient, ce qui enlève précisément tout caractère de fait. Il s'agit simplement d'un mandat avec intérêt.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 35.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 16, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 16, ainsi modifié, est adopté.)

Article 17.

M. le président. « Art. 17. — Un organisme financier, agréé par l'autorité administrative, enregistre chaque opération et en garantit la bonne fin.

« A cet effet, chaque opération doit lui être notifiée par le commissionnaire agréé qui en produit l'ordre.

« A défaut, l'opération est nulle de plein droit.

« Aucune commission ne peut être perçue par le commissionnaire agréé avant l'enregistrement par l'organisme financier de l'opération à laquelle elle se rapporte. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17.

(L'article 17 est adopté.)

Après l'article 17.

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 36 ainsi rédigé :

« Après l'article 17, insérer l'article suivant :

« Le secret bancaire ne peut être opposé à la commission par l'organisme financier visé à l'article 17 ci-dessus. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. L'organisme financier est représenté au sein de la commission et ne doit pas, par conséquent, pouvoir lui opposer le secret bancaire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 36.
(L'amendement est adopté.)

Article 18.

M. le président. « Art. 18. — Les commissionnaires sont agréés par la commission sur avis motivé de la compagnie, dans un délai qui ne saurait excéder deux mois à compter de la notification de cet avis. Si la commission ne s'est pas prononcée dans ce délai, elle est réputée avoir agréé le candidat, en cas d'avis favorable de la compagnie.

« En cas d'avis défavorable de la compagnie, celle-ci peut être saisie à nouveau par le candidat ou par la commission. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 37 ainsi rédigé :

« Supprimer la seconde phrase du premier alinéa de l'article 18. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. La commission doit se prononcer dans le délai de deux mois sans que son silence puisse, en cas d'avis favorable de la compagnie, être assimilé à un agrément.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le texte adopté par le Sénat donnait à la Comt, sans le dire expressément, le pouvoir de passer outre à un refus d'agrément du commissionnaire par la compagnie. En fait, il créait les conditions d'un dialogue entre la compagnie et la Comt permettant de régler à l'amiable le grave problème du choix des commissionnaires.

En effet, il paraît difficile d'imposer à une compagnie, dont les membres sont solidairement responsables, une adhésion qu'elle peut parfaitement être fondée à refuser pour des motifs sérieux.

Le Gouvernement s'en remet donc à la sagesse de l'Assemblée, tout en soulignant qu'il semble difficile d'imposer à une compagnie de prendre des gens dont elle ne veut pas, alors qu'elle en sera solidaire. Il y a, sur ce point, un problème.

M. Gilbert Gantier. Très juste !

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. L'amendement suivant répond, je crois, à cette préoccupation, puisqu'il prévoit que la commission ne peut passer outre à l'avis défavorable à la compagnie qu'après deuxième délibération de cette dernière.

M. Jean-Paul Charié. Il faut prendre les gens au sérieux !

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Cet amendement n° 37 pose tout de même des problèmes, car on ne peut laisser une candidature en suspens. Il faut qu'un terme soit prévu sans quoi la situation serait inadmissible.

En effet, la création d'une maison de commission exige des investissements importants en moyens humains et financiers. Il faut donc placer la commission devant ses responsabilités : elle doit se prononcer dans un délai de deux mois, faute de quoi son silence vaut approbation. D'ailleurs, une règle générale du droit public veut que l'absence de réponse de la part de l'administration équivaille à une réponse favorable.

Par analogie avec cette situation, il faut maintenir la deuxième phrase de l'article 18.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il est bien spécifié dans l'article 18 que « les commissionnaires sont agréés par la commission sur avis motivé de la compagnie, dans un délai qui ne saurait excéder deux mois à compter de la notification de cet avis ».

M. Gilbert Gantier. Mais si elle ne le fait pas ?

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Dans ce cas-là, c'est un refus tacite.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Sans vouloir entrer en conflit avec la commission, j'appelle toutefois son attention sur le fait qu'on ne doit pas obliger une compagnie à signer malgré elle un contrat avec quelqu'un dont elle sera solidaire. Cela ne paraît guère conforme aux principes généraux du droit.

M. Gilbert Gantier. En effet !

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Je pense que cet amendement clarifie les choses.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 37.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 38 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le second alinéa de l'article 18 :

« La commission ne peut passer outre à l'avis défavorable de la compagnie qu'après deuxième délibération de cette dernière. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. L'article 18 vise à la fois à empêcher que l'avis de la compagnie ne lie la commission et à tenir compte de cet avis, en raison de la solidarité financière qui existe entre les commissionnaires agréés.

Cet amendement tend à clarifier la rédaction de cet article et éclairer le débat que nous venons d'avoir.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je ferai les mêmes observations que tout à l'heure. Chacun reconnaîtra, en effet, que les amendements sont liés.

M. le président. La parole est à M. Charié.

M. Jean-Paul Charié. Je me félicite de la teneur de ce débat, dénué de toute polémique, où l'on cherche à améliorer le fonctionnement de la bourse de commerce.

Ainsi que vous l'avez vous-même souligné, monsieur le rapporteur, l'article 18 vise à empêcher que l'avis de la compagnie ne lie la commission. Maintenant, c'est la compagnie qui serait liée par la commission.

D'ailleurs, M. le ministre lui-même souhaite le rejet de cet amendement. Je ne me permettrai pas de chercher de meilleurs arguments.

M. le président. Belle leçon d'humilité ! (Sourires.)

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Il ne faut pas exagérer, monsieur Charié ! (Nouveaux sourires.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 38. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 18, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 18, ainsi modifié, est adopté.)

Article 19.

M. le président. « Art. 19. — Les commissionnaires agréés doivent remplir les conditions de compétence, d'honorabilité et de solvabilité, déterminées, après avis de la compagnie des commissionnaires agréés, par le règlement général des marchés mentionné à l'article 5 ci-dessus.

« Ils doivent notamment justifier à tout moment de garanties dont la nature et le montant sont fixés par la commission des marchés à terme de marchandises, après avis de la compagnie des commissionnaires agréés.

« Tout commissionnaire agréé dont les garanties ne satisfont plus aux conditions visées à l'alinéa précédent doit en avvertir la commission qui lui impartit un délai pour s'y conformer.

« Une société commerciale peut être admise en qualité de commissionnaire agréé si elle justifie à tout moment des garanties prévues au deuxième alinéa ci-dessus et si ses représentants légaux et, le cas échéant, les représentants qui sont habilités à produire des ordres d'opérations pour son compte remplissent les conditions prévues au premier alinéa. Toute modification des statuts ou tout changement de titulaire des fonctions prévues au présent alinéa doit être préalablement communiqué à la compagnie des commissionnaires agréés et à la commission des marchés à terme de marchandises. Les représentants qualifiés, qui sont habilités à produire des ordres d'opérations pour le compte de la société, sont agréés selon les règles prévues à l'article 18. Les actions doivent revêtir la forme nominative et leur cession est soumise à l'agrément du conseil d'administration ou, selon le cas, du conseil de surveillance. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 39 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 19 :

« Ils doivent notamment justifier à tout moment de capitaux propres ou de garanties dont la nature et le montant sont fixés par la commission des marchés à terme de marchandises. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à prévoir un montant minimum de capitaux propres pour les sociétés et des garanties pour les personnes physiques. Il supprime, en outre, l'avis de la compagnie des commissionnaires.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Pour ma part, je suis un peu déçu par cette discussion. La commission considère que ses amendements sont « la Loi et les prophètes » et, même quand M. le ministre émet des réserves, elle maintient son point de vue, soutenue en cela par la majorité.

M. le président. Je vous ferai observer, monsieur Gantier, que le rapporteur défend les amendements de la commission et qu'il ne peut par conséquent ni les retirer ni se déclarer contre. De toute façon, c'est l'Assemblée qui décide et non la commission.

M. Gilbert Gantier. Monsieur le président, vous êtes un trop vieux parlementaire pour ne pas avoir vu des cas où le rapporteur, après avoir entendu l'avis du Gouvernement, renonçait à voter un amendement, faute de pouvoir le retirer.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. L'argument est spécieux !

M. Gilbert Gantier. Quoi qu'il en soit, l'article 18 est critiquable à un double titre.

D'une part, il est inconcevable que la commission puisse imposer à la compagnie l'adhésion d'un membre dont cette dernière a de bonnes raisons de craindre qu'il ait un comportement susceptible de mettre en péril les fonds de la garantie collective constituée antérieurement à sa nomination par ses confrères ou qu'il puisse avoir des agissements susceptibles de lui causer un préjudice matériel ou moral.

D'autre part, compte tenu des règles de déontologie qui doivent régner au sein de la compagnie, en dehors de toute réglementation édictée par les pouvoirs publics, il est difficile de faire disparaître la notion d'*intuitu personae*, qui doit présider au recrutement des membres de la compagnie. Il s'agit là pour la compagnie non de tendre à un quelconque *numerus clausus*, qui, d'ailleurs, n'a pratiquement jamais été atteint, mais de s'assurer que ses membres auront ce que les juristes appellent l'*affectio societatis*, c'est-à-dire qu'ils prendront à cœur non seulement leurs intérêts personnels, mais également l'intérêt d'ensemble de la compagnie et le bon fonctionnement des marchés — lequel, après tout, est la finalité ultime du projet de loi que nous examinons.

J'appelle l'attention de l'Assemblée sur le danger de cet amendement et je souhaite que l'on s'en tienne à la rédaction adoptée par le Sénat.

M. Jean-Paul Charié. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. M. Gantier est lui-même trop fin juriste pour ne pas savoir qu'une commission mixte paritaire examinera les divergences entre le texte de l'Assemblée et celui du Sénat et essaiera de mettre les choses en ordre. (Sourires.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 39. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 40 ainsi rédigé :

« Dans le troisième alinéa de l'article 19, après les mots : « commissionnaire agréé dont », insérer les mots : « les capitaux propres ou ». »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Favorable !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 40. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 41 ainsi rédigé :

« Compléter le troisième alinéa de l'article 19 par la phrase suivante :

« La commission peut exiger la constitution des garanties qu'elle estime nécessaires. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement vise à rétablir la possibilité pour la commission d'exiger la constitution des garanties nécessaires lorsque les capitaux propres ou les garanties deviennent inférieurs au minimum qu'elle a fixé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 41. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 42 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du dernier alinéa de l'article 19, substituer aux mots : « des garanties prévues », les mots : « des capitaux propres prévus ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 42. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 43 ainsi rédigé :

« Supprimer la troisième phrase du dernier alinéa de l'article 19. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à supprimer une disposition qui relève du règlement général des marchés et qui vise les seuls représentants qualifiés des sociétés commerciales, alors qu'il existe également des représentants qualifiés habilités à produire des ordres d'opérations pour le compte de commissionnaires personnes physiques.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 43. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 19, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 19, ainsi modifié, est adopté.)

Article 20.

M. le président. « Art. 20. — Tout commissionnaire agréé ou tout représentant qualifié de société admise en qualité de commissionnaire agréé doit prêter devant le tribunal de commerce de Paris, dans la huitaine de son agrément, le serment de remplir les devoirs de sa profession avec honneur et probité. Il est tenu au secret professionnel, dans les conditions et sous les peines prévues à l'article 378 du code pénal. »

M. Gilbert Gantier a présenté un amendement n° 91 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase de l'article 20, substituer aux mots : « dans la huitaine de son agrément, » les mots : « et dès la plus prochaine audience suivant son agrément, ».

La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Cet amendement ne devrait pas soulever de problèmes théologiques puisque la commission a accepté l'article 20, sans modification, dans le texte du Sénat. Une fois n'est pas coutume, je vous propose d'apporter une amélioration au travail de la Haute assemblée.

L'article 20 prévoit que « tout commissionnaire agréé ou tout représentant qualifié de société... doit prêter devant le tribunal de commerce de Paris, dans la huitaine de son agrément, le serment de remplir les devoirs de sa profession... ».

Or il peut arriver dans certaines circonstances, par exemple en cas de vacances judiciaires, que le tribunal de commerce de Paris ne siège pas dans la huitaine. C'est en pensant à cette éventualité que je propose une mesure de bon sens dont l'adoption ne devrait pas présenter de difficultés.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Desirade, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement, mais je m'en remets à la sagesse de l'Assemblée après avoir constaté celle de M. Gantier. (Sourires.)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. C'est l'exception qui confirme la règle : M. Gantier corrige le texte du Sénat et le Gouvernement se rallie à l'amendement de M. Gantier ! (Nouveaux sourires.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 91. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 20 modifié par l'amendement n° 91. (L'article 20, ainsi modifié, est adopté.)

Article 21.

M. le président. « Art. 21. — Tout commissionnaire agréé doit, avant d'entrer en fonctions, effectuer auprès de la caisse mutuelle de garantie, mentionnée à l'article 13, un dépôt dont le montant est fixé par le règlement général des marchés mentionné à l'article 5.

« Les sommes déposées par les commissionnaires agréés et les réserves de la compagnie des commissionnaires agréés sont destinées à garantir, à l'égard de la clientèle, les engagements et la responsabilité professionnelle de chaque commissionnaire agréé. »

M. Gilbert Gantier a présenté un amendement n° 92 ainsi rédigé :

« A la fin du second alinéa de l'article 21, supprimer les mots : « et la responsabilité professionnelle ».

La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Le texte adopté par le Sénat précise : « Les sommes déposées par les commissionnaires agréés... sont destinées à garantir, à l'égard de la clientèle, les engagements et la responsabilité professionnelle de chaque commissionnaire agréé ».

La solidarité professionnelle a été instituée pour pallier les défaillances éventuelles d'un commissionnaire qui ne disposerait pas, par exemple, des capitaux suffisants pour répondre de ses engagements, mais pour réparer d'éventuelles fautes professionnelles. Le terme de « responsabilité professionnelle » est beaucoup trop vague et la caisse n'a pas à garantir les fautes professionnelles.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement, mais s'il était adopté, aucune garantie ne viendrait couvrir les conséquences des fautes professionnelles. Je pense donc que la commission se serait prononcée pour son rejet.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. La logique que j'ai déjà exposée exige que la solidarité joue en cas de faute professionnelle. Je dirai même que c'est là son principal intérêt. Il ne s'agit d'ailleurs pas, en l'occurrence, d'un monopole des commissionnaires ; il existe par exemple une caisse de solidarité qui sert à garantir la clientèle contre les méfaits des notaires marrons, et il n'y a aucune raison pour dispenser les commissionnaires de cette solidarité.

Je m'oppose donc formellement à l'amendement de M. Gantier.

M. le président. Monsieur Gantier, maintenez-vous votre amendement ?

M. Gilbert Gantier. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 92. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 21. (L'article 21 est adopté.)

Article 22.

M. le président. « Art. 22. — Toute infraction aux lois et règlements relatifs aux marchés, tous agissements contraires à l'honneur, à la loyauté ou à la correction commerciales et, notamment, l'accomplissement d'opérations multiples et injustifiées destinées à dégager des commissions peuvent donner lieu à des sanctions disciplinaires prononcées par la commission.

« Les sanctions disciplinaires sont :

- « 1° L'avertissement ;
- « 2° Le blâme avec affichage ;
- « 3° La suspension d'une durée maximum de six mois ;
- « 4° Le retrait de l'agrément.

« Une amende d'un montant maximum de 200 000 F peut s'ajouter au blâme, à la suspension ou au retrait de l'agrément. Son produit est versé à la caisse mutuelle de garantie visée à l'article 21 de la présente loi.

« Les sanctions, à l'exception de l'avertissement, font l'objet d'une publication dans le rapport annuel de la commission et, si elle le juge utile, de toute autre publication aux frais de la personne qui en est l'objet.

« Lorsqu'elle siège en formation disciplinaire, la commission s'adjoint avec voix délibérative un membre supplémentaire désigné par la compagnie des commissionnaires agréés.

« La commission statue par décision motivée.

« Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée sans que le commissionnaire agréé ou le représentant qualifié d'une société commerciale admise en qualité de commissionnaire agréé ait été entendu ou dûment appelé ; l'intéressé peut se faire assister du conseil de son choix.

« Le droit d'appeler des décisions de la commission prises en application du présent article appartient au commissionnaire agréé ou au représentant qualifié d'une société admise en qualité de commissionnaire agréé ainsi qu'au commissaire du gouvernement.

« L'appel est formé devant la cour d'appel qui statue en chambre du conseil. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 44 ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 22, après les mots : « relatifs aux marchés », insérer les mots : « à terme de marchandises ».

La parole est à **M. le rapporteur**.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 44. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 45 ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 22, substituer aux mots : « tous agissements contraires », les mots : « tout agissement contraire ».

La parole est à **M. le rapporteur**.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à harmoniser la rédaction des articles 22, 27 et 36.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 45. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 46 ainsi libellé :

« Après les mots : « destinées à dégager des commissions », rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 22 : « , commis par un commissionnaire agréé, donne lieu à des sanctions disciplinaires prononcées par la commission des marchés à terme de marchandises ».

La parole est à **M. le rapporteur**.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend également à harmoniser la rédaction des articles 22, 27 et 36 et à prévoir que toute infraction ou agissement fautif donne lieu à une sanction disciplinaire même s'il s'agit seulement de l'avertissement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Cet amendement renforce efficacement l'arsenal dont dispose la Comt et le Gouvernement l'accepte.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 46. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 47 ainsi rédigé :

« Après le quatrième alinéa (2°) de l'article 22, insérer l'alinéa suivant :

« 2° bis) Une amende d'un montant maximum de 200 000 francs ; ».

La parole est à **M. le rapporteur**.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à ajouter une sanction financière qui peut intervenir en l'absence de toute autre sanction.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 47. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 48 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le cinquième alinéa (3°) de l'article 22 :

« 3°) La suspension de l'agrément prévu à l'article 18 pour une durée maximum de six mois ; ».

La parole est à **M. le rapporteur**.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à harmoniser la rédaction des articles 22 et 27 et son adoption ne devrait pas présenter de difficulté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 48. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 49 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du septième alinéa de l'article 22 : « Le blâme, la suspension et le retrait de l'agrément peuvent être accompagnés d'une amende. Le produit des amendes prévues au présent article est versé à... » (le reste sans changement).

La parole est à **M. le rapporteur**.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 49. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 22, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 22, ainsi modifié, est adopté.)

Article 23.

M. le président. Je donne lecture de l'article 23 :

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX PLACES AUTRES QUE PARIS

« Art. 23. — Les courtiers de marchandises assermentés agréés par la commission des marchés à terme de marchandises sont seuls autorisés à produire des ordres d'opérations sur les marchés réglementés des places autres que Paris et à en rechercher la contrepartie.

« Ils sont soumis aux obligations prévues aux premier, deuxième et troisième alinéas de l'article 19. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 50 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 23 :

« Les courtiers de marchandises assermentés, spécialisés dans une catégorie de marchandises, sont seuls habilités à produire des ordres d'opérations et à en rechercher la contrepartie sur les marchés à terme réglementés des places autres que Paris où cette marchandise est traitée. Ils doivent avoir reçu au préalable l'agrément de la commission des marchés à terme de marchandises ».

La parole est à **M. le rapporteur**.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à préciser que les courtiers de marchandises assermentés ne peuvent intervenir que pour une catégorie de marchandises et sur la place où cette dernière est traitée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Cet amendement propose une amélioration technique du texte : en effet, d'autres places que celle de Paris sont concernées.

Aux termes de leur statut, les courtiers de marchandises assermentés ne sont assermentés que pour la seule catégorie de marchandises pour laquelle ils ont passé un examen professionnel.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 50. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23, modifié par l'amendement n° 50.

(L'article 23, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 23.

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 51 rectifié ainsi rédigé :

« Après l'article 23, insérer l'article suivant :

« Sur chacune des places visées à l'article 23, les courtiers de marchandises assermentés agréés sont obligatoirement affiliés à un syndicat professionnel dont les statuts sont approuvés par la commission des marchés à terme de mar-

chandises et publiés au *Journal officiel*. Ce syndicat professionnel est régi par les dispositions du chapitre I^{er} du livre IV du code du travail en ce qu'elles ne sont pas contraires à celles de la présente loi. Il a pour rôle :

« 1^o d'étudier les questions intéressant l'exercice de la profession et de représenter collectivement les courtiers assermentés agréés pour faire valoir leurs droits et intérêts communs ;

« 2^o d'assurer le contrôle et la surveillance de ses membres ainsi que des conditions de recrutement de leurs préposés en fonction de leur compétence ;

« 3^o d'administrer une caisse mutuelle de garantie dont les modalités de fonctionnement et de reconstitution sont déterminées par le règlement général de la place ;

« 4^o de donner à la commission des marchés à terme de marchandises un avis motivé sur les demandes présentées par les courtiers de marchandises assermentés qui souhaitent être agréés pour opérer sur un marché à terme réglementé de la place. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à harmoniser l'organisation de la profession de courtier de marchandises assermenté agréé avec celle de la profession de commissionnaire agréé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 51 révisé.

(L'amendement est adopté.)

Article 24.

M. le président. « Art. 24. — Une société commerciale constituée entre des courtiers de marchandises assermentés peut être admise à opérer sur les marchés à terme si elle justifie à tout moment des garanties prévues au deuxième alinéa de l'article 19 et si ses représentants légaux et, le cas échéant, les représentants qui sont habilités à produire des ordres d'opérations pour son compte, remplissent les conditions prévues au premier alinéa de l'article 19. Toute modification des statuts ou tout changement de titulaire des fonctions prévues au présent alinéa doit être préalablement communiqué à la commission des marchés à terme de marchandises. Les représentants qualifiés, qui sont habilités à produire des ordres d'opérations pour le compte de la société, sont agréés. Les actions des sociétés par actions doivent revêtir la forme nominative et leur cession est soumise à l'agrément du conseil d'administration ou, selon le cas, du conseil de surveillance. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 52 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase de l'article 24, après les mots : « courtiers de marchandises assermentés », insérer le mot : « agréés ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 52. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur,** a présenté un amendement n° 53 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase de l'article 24, substituer aux mots : « garanties prévues », les mots : « capitaux propres prévus ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 53. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur,** a présenté un amendement n° 54 ainsi rédigé :

« Dans la deuxième phrase de l'article 24, substituer au mot : « alinéa », le mot : « article ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement rédactionnel également.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 54. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur,** a présenté un amendement n° 55 ainsi rédigé :

« Supprimer la troisième phrase de l'article 24. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Nous avons déjà adopté un amendement ayant la même conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 55. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 24, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 24, ainsi modifié, est adopté.)

Article 24 bis.

M. le président. « Art. 24 bis. — Les courtiers de marchandises assermentés agréés peuvent exercer le mandat de gestion prévu à l'article 16 aux conditions déterminées à cet article. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 56 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 24 bis par l'alinéa suivant :

« Les dispositions des articles 14 et 15 sont applicables aux courtiers de marchandises assermentés agréés et aux sociétés mentionnées à l'article 24. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit de réunir en un seul article les articles 24 bis et 24 ter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 56. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 24 bis, modifié par l'amendement n° 56.

(L'article 24 bis, ainsi modifié, est adopté.)

Article 24 ter.

M. le président. « Art. 24 ter. — Les dispositions des articles 14 et 15 sont applicables lorsque les courtiers de marchandises assermentés et les sociétés mentionnées à l'article 24 agissent sur les marchés à terme réglementés. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 57 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 24 ter. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 57. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 24 ter est supprimé.

Article 25.

M. le président. « Art. 25. — Chaque courtier doit, avant d'opérer sur les marchés, effectuer un dépôt auprès d'une caisse mutuelle de garantie, dont les modalités de fonctionnement et de reconstitution sont fixées par le règlement général de la place ; le montant du dépôt est fixé par ce règlement général.

« Les sommes déposées sont destinées à garantir, à l'égard de la clientèle, les engagements et la responsabilité professionnelle de chaque courtier de marchandises assermenté agréé. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 58 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du premier alinéa de l'article 25 :
« Tout courtier assermenté agréé doit, avant d'entrer en fonctions, effectuer un dépôt... » (Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'harmoniser la rédaction des articles 21 et 25.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 58. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25, modifié par l'amendement n° 58. (L'article 25, ainsi modifié, est adopté.)

Article 26.

M. le président. « Art. 26. — Un organisme financier, agréé par l'autorité administrative, enregistre chaque opération et en garantit la bonne fin.

« A cet effet, chaque opération doit lui être notifiée par le courtier de marchandises assermenté qui en produit l'ordre.

« A défaut, l'opération est nulle de plein droit.
« Aucune commission ne peut être perçue par le courtier avant l'enregistrement par l'organisme financier de l'opération à laquelle elle se rapporte. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 59 ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa de l'article 26, après le mot : « assermenté », insérer le mot : « agréé ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 59. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 26, modifié par l'amendement n° 59. (L'article 26, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 26.

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 60 ainsi rédigé :

« Après l'article 26, insérer l'article suivant :

« Le secret bancaire ne peut être opposé à la commission par l'organisme financier visé à l'article 26 ci-dessus. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement est semblable à l'amendement n° 36 après l'article 17, et son adoption ne devrait présenter aucune difficulté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 60. (L'amendement est adopté.)

Article 27.

M. le président. « Art. 27. — Toute infraction aux lois et règlements relatifs aux marchés de marchandises, tous agissements contraires à l'honneur, à la loyauté ou à la correction commerciale et, notamment, l'accomplissement d'opérations multiples et injustifiées destinées à dégager des commissions commises par un courtier assermenté agréé peuvent donner lieu à des sanctions disciplinaires prononcées par la commission des marchés à terme de marchandises.

« Les sanctions disciplinaires sont :

- « 1° L'avertissement ;
- « 2° Le blâme avec affichage ;
- « 3° La suspension de l'agrément pour une durée maximum de six mois ;
- « 4° Le retrait de l'agrément.

« Une amende d'un montant maximum de 200 000 F peut s'ajouter au blâme, à la suspension ou au retrait de l'agrément. Son produit est versé à la caisse mutuelle de garantie visée à l'article 25 de la présente loi.

« Les sanctions, à l'exception de l'avertissement, font l'objet d'une publication dans le rapport annuel de la commission et, si elle le juge utile, de toute autre publication aux frais de la personne qui en est l'objet.

« Lorsqu'elle siège en formation disciplinaire, la commission s'adjoint, avec voix délibérative, un membre supplémentaire désigné par la compagnie des courtiers de marchandises assermentés à laquelle l'intéressé appartient.

« La commission statue par décision motivée.

« Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée sans que le courtier de marchandises assermenté ou le représentant qualifié d'une société commerciale ait été entendu ou dûment appelé ; l'intéressé peut se faire assister du conseil de son choix.

« Le droit d'appeler des décisions de la commission, prises en application du présent article, appartient au courtier de marchandises assermenté agréé ou au représentant qualifié de la société commerciale ainsi qu'au commissaire du gouvernement.
« L'appel est formé devant la cour d'appel qui statue en chambre du conseil. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 61 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du premier alinéa de l'article 27 :

« Toute infraction aux lois et règlements relatifs aux marchés à terme de marchandises, tout agissement contraire à l'honneur, à la loyauté ou à la correction commerciales, et notamment... » (le reste sans changement).

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit là encore d'harmoniser la rédaction des articles 22, 27 et 36.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 61. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 62 ainsi rédigé :

« A la fin du premier alinéa de l'article 27, substituer aux mots : « peuvent donner lieu », les mots : « donne lieu ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Toute infraction ou agissement fautif doit conduire à une sanction disciplinaire, comme cela a été décidé à l'article 22.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 62. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 63 ainsi rédigé :

« Après le quatrième alinéa (2°) de l'article 27, insérer l'alinéa suivant :

« 2° bis) Une amende d'un montant maximum de 200 000 francs. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend également à ajouter une sanction financière.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Même motif, même punition... (Sourires.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 63. (L'amendement est adopté.)

M. le président. **M. Destrade, rapporteur**, a présenté un amendement n° 64 ainsi rédigé :

« Dans le cinquième alinéa (3°) de l'article 27, après les mots : « de l'agrément », insérer les mots : « prévu à l'article 23. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 64. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 65 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du septième alinéa de l'article 27 :

« Le blâme, la suspension et le retrait de l'agrément peuvent être accompagnés d'une amende. Le produit des amendes prévues au présent article est versé à... » (le reste sans changement).

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement rédactionnel également.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 65. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 66 ainsi libellé :

« Après les mots : « désigné par », rédiger ainsi la fin du neuvième alinéa de l'article 27 : « le syndicat professionnel visé à l'article 23 bis. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 66. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 27, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 27, ainsi modifié, est adopté.)

Avant l'article 28.

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 67 rectifié ainsi rédigé :

« Avant l'article 28, insérer l'article suivant :

« Le démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme de marchandises n'est autorisé que dans les limites et sous les conditions prévues par la présente loi.

« Constitue une activité de démarchage le fait de se rendre habituellement soit au domicile ou à la résidence des personnes, soit sur leur lieu de travail, soit dans les lieux ouverts au public et non réservés à de telles fins, en vue de conseiller une participation à des opérations sur ces marchés ou de recueillir des ordres à cet effet.

« Sont également considérés comme actes de démarchage les offres de services faites ou les conseils donnés, de façon habituelle, en vue des mêmes fins, dans les lieux mentionnés à l'alinéa précédent, par l'envoi de tout document d'information ou de publicité, ou par tout moyen de communication. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement définit l'activité de démarchage.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Une telle disposition, à laquelle le Gouvernement était favorable, avait été introduite par le Sénat après l'article 34. J'accepte donc l'amendement de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 67 rectifié. (L'amendement est adopté.)

Article 28.

M. le président. Je donne lecture de l'article 28 :

TITRE IV

DU DEMARCHEMENT ET DE LA TRANSMISSION DES ORDRES

« Art. 28. — Les commissionnaires agréés près la bourse de commerce de Paris peuvent recourir au démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme réglementés de la place de Paris. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 28. (L'article 28 est adopté.)

Article 29.

M. le président. « Art. 29. — Les courtiers de marchandises assermentés peuvent recourir au démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme réglementés des places où ils sont autorisés à produire des ordres. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 68 ainsi rédigé :

« Dans l'article 29, après le mot : « assermentés », insérer le mot : « agréés ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 68. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 29, modifié par l'amendement n° 68. (L'article 29, ainsi modifié, est adopté.)

Article 30.

M. le président. « Art 30. — Les banques ou établissements financiers ne peuvent recourir au démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme réglementés que s'ils sont inscrits sur une liste établie par la commission des marchés à terme de marchandises. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 30.

(L'article 30 est adopté.)

Article 31.

M. le président. « Art 31. — Les personnes autres que celles qui sont visées aux articles 28 à 30 ne peuvent recourir au démarchage que si elles sont inscrites en tant qu'intermédiaires sur une liste établie par la commission. Ces intermédiaires qui ont la qualité de commerçant doivent remplir les conditions de compétence, d'honorabilité et de solvabilité déterminées par la commission des marchés à terme de marchandises. »

« Tout intermédiaire inscrit doit notamment justifier à tout moment de garanties dont la nature et le montant sont fixés par la commission des marchés à terme de marchandises. »

« Tout intermédiaire inscrit dont les garanties ne satisfont plus aux conditions visées à l'alinéa précédent doit en avvertir la commission qui lui impartit un délai pour s'y conformer. »

« Une société commerciale peut être inscrite sur la liste des intermédiaires inscrits si elle justifie des garanties prévues au deuxième alinéa ci-dessus et si ses représentants légaux et, le cas échéant, les représentants qui sont habilités à agir en son nom satisfont aux conditions mentionnées au premier alinéa. Toute modification des statuts ou tout changement de titulaire des fonctions mentionnées au présent alinéa doit être préalablement communiqué à la commission. Les actions des sociétés par actions doivent revêtir la forme nominative et leur cession est soumise à l'agrément du conseil d'administration ou, selon le cas, du conseil de surveillance. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 69 ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa de l'article 31, après les mots : « à tout moment », insérer les mots : « de capitaux propres minimum ou ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 69. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 70 ainsi rédigé :

« Dans le troisième alinéa de l'article 31, après le mot : « dont », insérer les mots : « les capitaux propres ou ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement de conséquence également.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 70.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 71 ainsi rédigé :

« Compléter le troisième alinéa de l'article 31 par la phrase suivante :

« La commission peut lui imposer de fournir les garanties complémentaires nécessaires. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à rétablir le texte initial du projet de loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 71.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 72 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du dernier alinéa de l'article 31, substituer aux mots : « des garanties prévues », les mots : « des capitaux propres et des garanties prévus ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à obliger les sociétés commerciales qui demandent à être inscrites sur la liste des intermédiaires inscrits à justifier des capitaux propres et des garanties prévus au deuxième alinéa de l'article 31.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 72.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 31, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 31, ainsi modifié, est adopté.)

Article 32.

M. le président. « Art. 32. — Les modalités d'intervention des personnes mentionnées aux articles 30 et 31 font l'objet d'un contrat établi par écrit avec un commissionnaire agréé ou un courtier de marchandises assermenté agréé et conforme à un contrat type élaboré par la commission des marchés à terme de marchandises. Ce contrat type fixe notamment les conditions dans lesquelles les personnes visées aux articles 30 et 31 transmettent les ordres, sont avisées de l'exécution de ceux-ci et sont rémunérées par les commissionnaires ou les courtiers assermentés. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 73 ainsi rédigé :

« Après les mots : « conforme à un contrat type », rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'article 32 : « approuvé par la commission des marchés à terme de marchandises et publié au *Journal officiel* ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à revenir à l'approbation, initialement prévue, du contrat type par la commission. Il vise, d'autre part, à assurer la publication au *Journal officiel* de ce document, comme cela avait été fait pour le contrat type relatif au mandat de gestion prévu à l'article 16.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 73.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 32, modifié par l'amendement n° 73.
(L'article 32, ainsi modifié, est adopté.)

Article 33.

M. le président. « Art. 33. — Les personnes mentionnées à l'article 30 peuvent exercer le mandat de gestion prévu à l'article 16, aux conditions déterminées à cet article. »

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 33.

(L'article 33 est adopté.)

Article 33 bis.

M. le président. « Art. 33 bis. — Les intermédiaires inscrits peuvent également exercer le mandat de gestion prévu à l'article 16, aux conditions déterminées à cet article.

« Ils doivent avoir préalablement obtenu un agrément particulier de la commission des marchés à terme de marchandises, pour une durée d'une année renouvelable, après vérification qu'ils possèdent la compétence, la solvabilité et l'organisation leur permettant d'exercer un mandat de gestion.

« Ils doivent justifier à tout moment, selon les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 31, de garanties complémentaires dont le montant et la nature sont fixés par la commission des marchés à terme de marchandises. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 74 ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa de l'article 33 bis, après les mots : « de l'article 31 », insérer les mots : « de capitaux propres ou ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 74.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 33 bis, modifié par l'amendement n° 74.

(L'article 33 bis, ainsi modifié, est adopté.)

Article 34.

M. le président. « Art. 34. — Toute personne qui se livre au démarchage est tenue d'être porteur d'une carte d'emploi délivrée par la personne ou l'établissement habilité à recourir au démarchage pour le compte duquel elle intervient à un titre quelconque.

« Cette carte, dont la validité est limitée à un an, mentionne les opérations pour lesquelles son titulaire a vocation à se livrer au démarchage. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 75 ainsi rédigé :

« Compléter le premier alinéa de l'article 34 par les dispositions suivantes :

« Elle doit produire cette carte lors de tout acte de démarchage ; elle ne peut détenir qu'une seule carte. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à obliger le démarcheur à produire sa carte d'emploi lors de tout acte de démarchage, et à lui interdire d'être titulaire de plusieurs cartes afin de permettre à l'opérateur privé de savoir avec quel intermédiaire il traite.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 75.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...
Je mets aux voix l'article 34, modifié par l'amendement n° 75.
(L'article 34, ainsi modifié, est adopté.)

Article 34 bis.

M. le président. « Art. 34 bis. — Se livre au démarchage, au sens de la présente loi, celui qui se rend habituellement soit au domicile ou à la résidence des personnes, soit sur leurs lieux de travail, soit dans les lieux ouverts au public et non réservés à de telles fins, quel que soit en outre le lieu où le contrat sera définitivement conclu.

« Sont également considérés comme actes de démarchage les offres de services faites ou les conseils donnés de façon habituelle en vue des mêmes opérations dans les lieux mentionnés au premier alinéa, par l'envoi de tous documents d'information ou de publicité, ou par tout moyen de communication. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 76 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 34 bis. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 76. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 34 bis est supprimé.

Article 35.

M. le président. « Art. 35. — Les personnes qui sont visées aux articles 28, 29, 30 et 31 doivent déposer au parquet du procureur de la République de leur domicile ou de leur siège social, ou du siège de leurs succursales ou agences, une déclaration écrite, contenant les nom, adresse, état civil des personnes auxquelles elles comptent délivrer la carte prévue à l'article 34.

« Cette carte ne peut être délivrée qu'à des personnes majeures ; elles doivent être de nationalité française ou ressortissantes de l'un des Etats membres de la Communauté économique européenne, sous réserve des conventions internationales.

« Cette carte ne peut être délivrée qu'après l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la remise de la déclaration au parquet

« Ne peuvent obtenir la carte les personnes à qui l'exercice de la profession de banquier est interdite.

« Le procureur de la République peut, par une décision motivée, interdire la délivrance de la carte d'emploi ou ordonner son retrait par la personne qui l'a délivrée ; le président de la commission des marchés à terme de marchandises informe le procureur de la République de tout fait pouvant justifier le retrait de la carte d'emploi et dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions. La décision du procureur de la République est immédiatement exécutoire et peut faire l'objet par tout intéressé d'un recours devant le tribunal de grande instance.

« Toute modification des indications prévues au premier alinéa du présent article ainsi que tout retrait de carte doivent être notifiés au procureur de la République. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 77 ainsi rédigé :

« Après le premier alinéa de l'article 35, insérer l'alinéa suivant :

« Ne peuvent obtenir la carte les personnes à qui l'exercice de la profession de banquier est interdit. Dans un tel cas, le procureur de la République le notifie au déclarant. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement vise à améliorer la logique de présentation des alinéas.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 77. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 78 ainsi rédigé :

« Supprimer le quatrième alinéa de l'article 35. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement est la conséquence du précédent.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 78. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 79 ainsi libellé :

« Après la première phrase, rédiger ainsi la fin du cinquième alinéa de l'article 35 :

« La décision du procureur de la République est immédiatement exécutoire et peut faire l'objet par tout intéressé d'un recours devant le tribunal de grande instance. Le procureur de la République informe le président de la commission des marchés à terme de marchandises de tout fait pouvant justifier des sanctions disciplinaires en application de l'article 36 ci-dessous. Le président de la commission

informe le procureur de la République des sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre d'un titulaire de la carte d'emploi visée à l'article 34 ci-dessus. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à assurer une bonne information entre le procureur de la République et le président de la commission des marchés à terme de marchandises, qui exercent tous les deux un contrôle sur les personnes se livrant au démarchage.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement tient à marquer son accord avec cet amendement qui a pour objet d'assurer, dans le domaine du démarchage, une bonne information réciproque entre le président de la commission des marchés à terme et le procureur de la République.

Toutefois, en accord avec mon collègue ministre de l'économie, des finances et du budget, je propose, par un sous-amendement, de rédiger ainsi la dernière phrase de l'amendement n° 79 : « Le président de la commission informe le procureur de la République de tout fait pouvant justifier le retrait de la carte d'emploi et dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions et des sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre d'un titulaire de la carte d'emploi visée à l'article 34 ci-dessus. »

M. le président. Le Gouvernement a en effet présenté un sous-amendement n° 94 ainsi rédigé :

« Dans la dernière phrase de l'amendement n° 79, après les mots : « procureur de la République, », insérer les mots : « de tout fait pouvant justifier le retrait de la carte d'emploi et dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions et ».

Quel est l'avis de la commission sur ce sous-amendement ?

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 94. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 79, modifié par le sous-amendement n° 94. (L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 35, modifié par les amendements adoptés. (L'article 35, ainsi modifié, est adopté.)

Article 35 bis.

M. le président. « Art. 35 bis. — Les personnes mentionnées aux articles 28, 29, 30 et 31 sont civilement responsables du dommage causé par le fait des démarcheurs, agissant à ce titre, auxquels elles ont délivré une carte d'emploi. Toute clause contraire est réputée non écrite. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 80 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi la seconde phrase de l'article 35 bis :

« Nonobstant toute convention contraire, ces démarcheurs sont considérés comme leurs préposés au sens de l'article 1384 du code civil. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement vise à reprendre la rédaction retenue pour le démarchage financier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 80. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 35 bis, modifié par l'amendement n° 80. (L'article 35 bis, ainsi modifié, est adopté.)

Article 36.

M. le président. « Art. 36. — Toute infraction aux lois et règlements concernant le démarchage et la publicité afférents aux opérations sur les marchés à terme réglementés, l'exercice d'un mandat de gestion ou la transmission d'ordres sur ces marchés, tout agissement contraire à l'honneur, à la loyauté ou à la correction commerciale et notamment l'accomplissement d'opérations multiples et injustifiées destinées à dégager des commissions peut donner lieu, à l'encontre des personnes qui sont visées aux articles 30 et 31 ci-dessus, à une sanction disciplinaire prononcée par la commission des marchés à terme de marchandises.

« Les sanctions disciplinaires sont :

« 1° L'avertissement ;

« 2° Le blâme ;

« 3° L'interdiction d'exercer un mandat de gestion ;

« 4° La radiation de l'inscription sur la liste prévue à l'article 30 ou, selon le cas, à l'article 31.

« Une amende d'un montant maximum de 200 000 F peut s'ajouter au blâme, à la radiation et à l'interdiction d'exercer le mandat de gestion. Son produit est versé au Trésor.

« Les sanctions, à l'exception de l'avertissement, font l'objet d'une publication dans le rapport annuel de la commission et, si elle le juge utile, de toute autre publication aux frais de la personne qui en est l'objet.

« Pour l'application du présent article, la commission s'adjoint un membre supplémentaire, avec voix délibérative, désigné à cet effet par les personnes mentionnées aux articles 30 et 31 dans des conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat.

« La commission statue par décision motivée.

« Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée sans que l'intéressé ait été entendu ou dûment appelé ; il peut se faire assister du conseil de son choix.

« Le droit d'appeler des décisions appartient à l'intéressé ainsi qu'au commissaire du Gouvernement. L'appel est formé devant la cour d'appel qui statue en chambre du conseil. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 81 ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 36, substituer au mot : « commerciale », le mot : « commerciales ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. C'est un amendement de rédaction.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 81. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 82, ainsi libellé :

« Après les mots : « dégager des commissions », rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 36 : « donne lieu à l'encontre des personnes qui sont visées aux articles 30, 31 et 34 ci-dessus, à des sanctions disciplinaires prononcées par la commission des marchés à terme de marchandises. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à rétablir la compétence disciplinaire de la commission sur les démarcheurs mentionnés à l'article 34, les sanctions étant particulièrement urgentes en ce domaine.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. L'amendement de la commission comble heureusement une lacune du texte du Sénat.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 82. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 83 ainsi rédigé :

« Après le quatrième alinéa (2°) de l'article 36, insérer l'alinéa suivant :

« 2° bis. Une amende d'un montant maximum de 200 000 francs ; ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement tend à prévoir une sanction financière autonome, comme cela a été proposé aux articles 22 et 27.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 83. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 84 ainsi rédigé :

« Après le sixième alinéa (4°) de l'article 36, insérer l'alinéa suivant :

« 4° bis. Le retrait de la carte d'emploi délivrée en application de l'article 34. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. C'est un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 84. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 85 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le septième alinéa de l'article 36 :

« Le blâme, l'interdiction d'exercer un mandat de gestion, la radiation disciplinaire ou le retrait de la carte d'emploi peuvent être accompagnés d'une amende. Le produit des amendes prévues au présent article est versé au Trésor. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. C'est un amendement de rédaction.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le septième alinéa de l'article 36 reprend, pour le démarchage, les sanctions pécuniaires et disciplinaires prévues pour les commissionnaires et courtiers, ce qui est logique.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Je ne suis pas hostile au fait d'infliger des amendes dans les cas de ce genre. Cependant, l'amendement introduit une redondance, puisque les dispositions qu'il prévoit ont déjà été précisées par ailleurs. De plus, le produit des amendes va tout naturellement au Trésor. Cet amendement me paraît donc superfluetatoire.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. C'est le seul article où il est signifié que le produit des amendes est versé au Trésor.

M. Gilbert Gantier. Où voulez-vous qu'il aille ?

M. le président. On ne sait jamais ! (Sourires.)

Je mets aux voix l'amendement n° 85.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 86 ainsi libellé :

« Après les mots : « avec voix délibérative », rédiger ainsi la fin du neuvième alinéa de l'article 36 : « représentant la profession intéressée, désignés par l'organisation professionnelle la plus représentative. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. C'est un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 86.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 36, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 36, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 36.

M. le président. M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 87 ainsi rédigé :

« Après l'article 36, insérer l'article suivant :

« Les personnes visées aux articles 28 et 29, instigatrices ou complices d'infractions aux lois et règlements concernant le démarchage et la publicité afférents aux opérations sur les marchés à terme réglementés, relèvent du régime disciplinaire et sont passibles des sanctions disciplinaires prévues aux articles 22 et 27 ci-dessus. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. L'article 36 demeure muet en ce qui concerne le pouvoir disciplinaire de la commission sur les commissionnaires agréés et les courtiers assermentés agréés lorsqu'ils commettent des infractions en matière de démarchage relatif aux opérations sur les marchés à terme. La commission a estimé qu'il convenait, dans ce cas, de prévoir l'application du régime disciplinaire déjà défini aux articles 22 et 27 du projet de loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je ne sais pas si cet amendement est vraiment indispensable. En effet, le régime disciplinaire des commissionnaires et des courtiers sanctionne toute infraction aux lois et règlements relatifs aux marchés à

terme. Or la réglementation du démarchage paraît bien entrer dans ce cadre. Puisque l'on nous demande de rédiger des textes courts, il n'est peut-être pas nécessaire d'y ajouter des amendements qui sont surabondants. Cela étant, je m'en remets à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. La commission a estimé qu'il valait mieux préciser ce point plutôt que de le laisser dans l'ombre.

M. le président. La parole est à M. Charié.

M. Jean-Paul Charié. Je voudrais revenir sur l'amendement n° 86 à l'article 36, afin d'obtenir une explication.

M. le président. Cet article a été adopté, monsieur Charié. Néanmoins, à titre tout à fait exceptionnel, je vous autorise à intervenir.

M. Jean-Paul Charié. J'interviens dans l'intérêt des marchés à terme, monsieur le président.

Qu'entendez-vous par « l'organisation professionnelle la plus représentative », monsieur le rapporteur ?

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il y a plusieurs syndicats et il s'agit de désigner l'organisation professionnelle la plus représentative parmi les syndicats de démarcheurs ou de remisiers.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 87. (L'amendement est adopté.)

Article 37.

M. le président. « Art. 37. — Les personnes visées aux articles 28, 29, 30, 31 et 34 ne peuvent recueillir ni ordres, ni fonds des personnes qu'elles ont démarchées avant l'expiration d'un délai de sept jours, jours fériés compris, à compter de l'envoi par lettre recommandée d'une note d'information sur les marchés réglementés de marchandises concernées, les opérations qui s'y font et les engagements incombant aux personnes qui y participent. Cette note est soumise au visa de la commission. Sa validité ne peut excéder une année.

« Avant l'expiration de ce délai de sept jours, nul ne peut exiger ou obtenir de la personne sollicitée, directement ou indirectement, à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit, une contrepartie quelconque, pécunière ou non, ni aucun engagement ou remise de fonds. Ce délai n. s'applique que lors du premier ordre ou du premier mandat de gestion donné à la personne pour le compte de laquelle le démarchage est fait.

« Les fonds correspondant aux ordres recueillis ne peuvent en aucun cas être remis au démarcheur. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 88 ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 37, substituer aux mots : « l'envoi par lettre recommandée », les mots : « la délivrance par lettre recommandée avec avis de réception ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Cet amendement se justifie par son texte même.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Cet amendement apporte une précision utile, que j'accepte.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 88. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 37, modifié par l'amendement n° 88. (L'article 37, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 38 à 39 bis.

M. le président. Je donne lecture de l'article 38 :

TITRE V

DISPOSITIONS PENALES

« Art. 38. — Sera punie d'un emprisonnement de deux mois au moins à trois ans au plus et d'une amende de 6 000 F au moins à 2 500 000 F au plus toute personne qui, sans y être légalement habilitée, aura entrepris une activité de démarchage ou exercé un mandat de gestion en vue d'opérations sur les marchés réglementés de marchandises. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 38. (L'article 38 est adopté.)

« Art. 39. — Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de 6 000 francs à 30 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement :

« 1° Celui qui aura proposé à la signature un mandat de gestion ne comportant pas les mentions prévues à l'article 16 ;

« 2° Celui qui aura recueilli des ordres ou des fonds en violation de l'article 37.

« En cas de récidive, les peines applicables seront celles prévues à l'article 38. » — (Adopté.)

« Art. 39 bis. — Sera punie d'une amende de 1 000 francs à 120 000 francs toute personne qui aura diffusé une publicité concernant des opérations sur les marchés à terme réglementés ou sur les marchés étrangers de marchandises sans que cette publicité ait reçu, préalablement à sa diffusion, le visa de la commission des marchés à terme de marchandises. » — (Adopté.)

Article 40.

M. le président. « Art. 40. — Sera puni des peines prévues à l'article 39 :

« 1° Celui qui se sera livré au démarchage en vue d'opérations sur les marchés à terme réglementés sans détenir la carte d'emploi, prévue à l'article 34, ou qui n'aura pas respecté la décision du procureur de la République, prévue à l'article 35 ;

« 2° Celui qui aura délivré une carte d'emploi en violation des dispositions des alinéas 1° à 4 de l'article 35 de la présente loi. »

M. Destrade, rapporteur, a présenté un amendement n° 89 ainsi rédigé :

« Compléter le deuxième alinéa de l'article 40 par les mots : « ou qui n'aura pas remis à la commission sa carte d'emploi dans les vingt-quatre heures de la réception de la demande qui lui aura été faite par lettre recommandée avec avis de réception »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Nous avons déjà proposé le rétablissement du pouvoir disciplinaire de la Comt à l'encontre des démarcheurs et du retrait de la carte d'emploi comme sanction. Il convient, en conséquence, de prévoir une peine pour le démarcheur qui n'aurait pas remis sa carte d'emploi à la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Il faut en effet agir vite et sanctionner sans délai. Le Gouvernement est donc favorable à cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 89. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 40, modifié par l'amendement n° 89. (L'article 40, ainsi modifié, est adopté.)

Article 41.

M. le président. Je donne lecture de l'article 41 :

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

« Art. 41. — Le deuxième alinéa de l'article 9 de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 modifiée, relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage, est complété comme suit : après les mots : « ou d'une fraction d'immeuble déterminée », il est ajouté : « ou en vue d'opérations sur les marchés à terme réglementés de marchandises ».

M. Destrade a présenté un amendement n° 93 ainsi rédigé :

« Au début de l'article 41, substituer au mot : « deuxième » le mot : « sixième ».

La parole est à M. Destrade.

M. Jean-Pierre Destrade, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel. Pour les assemblées, tout retour à la ligne constitue un nouvel alinéa. Il faut par conséquent parler du sixième et non du deuxième alinéa.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je suis toujours dans la ligne de la majorité, j'y reste! (Sourires.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 93. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 41, modifié par l'amendement n° 93. (L'article 41, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 42, 42 bis, 43, 43 bis et 44.

M. le président. « Art. 42. — Les articles 3 et 8 du décret du 8 août 1935 réglementant le démarchage sont abrogés en ce qu'ils concernent les bourses étrangères de commerce ou de marchandises.

« Un décret adaptera les dispositions de la présente loi aux conditions particulières de démarchage en vue d'opérations sur ces bourses. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 42.

(L'article 42 est adopté.)

Art. 42 bis. — Les dispositions de la présente loi autres que celles des articles 1^{er}, 2 et 3 n'entreront en vigueur que le premier jour du deuxième mois suivant l'installation de la commission des marchés à terme de marchandises. » — (Adopté.)

« Art. 43. — La loi n° 50-921 du 9 août 1950 relative à l'organisation de la compagnie des commissionnaires agréés près la bourse du commerce de Paris est abrogée. L'article 1840 W du code général des impôts et l'article 249 de l'annexe I dudit code sont abrogés. » — (Adopté.)

« Art. 43 bis. — Des lois de finances ultérieures détermineront les ressources nécessaires à l'application de la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 44. — Un décret en Conseil d'Etat précise en tant que de besoin les conditions d'application de la présente loi. Il détermine notamment les conditions de procédure de nature à assurer la garantie des droits de la défense; en toute hypothèse, la procédure devant la commission des marchés à terme de marchandises devra présenter un caractère contradictoire.

« Il détermine également les modalités et les délais d'application aux marchés réglementés des places autres que Paris des dispositions de l'article 5, ainsi que du titre III de la présente loi. » — (Adopté.)

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à M. Charié.

M. Jean-Paul Charié. Monsieur le ministre, mes chers collègues, tout à l'heure l'orateur communiste déclarait que ce projet de loi comportait peu de dispositions nouvelles. Il en contient depuis que l'Assemblée, malgré nos réserves, a adopté deux amendements dont l'un tend à instituer une rémunération qui doit tenir compte du résultat des opérations, ce que nous considérons, je le répète, comme immoral et dangereux, et l'autre vise à imposer à la compagnie des commissionnaires de nouveaux membres, ce qui, pour nous, est inadmissible et risque de surcroît de créer un précédent dans la législation française.

Pour ces deux raisons, alors que nous sommes, au groupe R.P.R., tout à fait d'accord pour moraliser cette profession, nous ne voterons pas ce projet de loi.

Je vous rappelle que la France ne compte que vingt-sept commissionnaires, alors qu'il pourrait y en avoir cinquante. Toutefois, le groupe R.P.R. ne peut admettre que vous en fassiez nommer contre l'avis de la compagnie des commissionnaires. Cela vous permettra peut-être d'obtenir un vote favorable du groupe communiste, mais nous donne le regret de ne pouvoir voter ce texte.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. M. le ministre a souligné dans son intervention l'importance économique de ce texte. En effet, si nous voulons que la place de Paris joue le rôle qui doit lui revenir dans le commerce mondial à terme des marchandises, il faut que l'on puisse disposer d'un marché qui fonctionne normalement. J'ai donc salué la venue en discussion de ce projet de loi, et j'ai remercié le Gouvernement de l'avoir préparé et d'avoir répondu à certaines des questions essentielles qui se posent en ce domaine.

Mais, depuis, il y a eu l'examen des articles qui me conduit à relever certains points particuliers.

Je n'ai pas voté contre l'arsenal de sanctions disciplinaires prévues — retrait de l'agrément, amende, etc. — qui prouvent que ce texte est, si j'ose dire, bien de chez nous.

On veut, ainsi que M. le ministre l'a souligné, développer un marché afin de gagner des devises, de fournir de l'activité aux industries du pays, notamment aux industries alimentaires, et d'éviter de nous faire « doubler » par les marchés étrangers, notamment par celui de Londres où, selon l'article du journal *Le Monde* de samedi dernier que j'ai cité, un marché du sucre va s'ouvrir au mois de juillet.

Or cet aspect positif, nous le gommons en instaurant quantité de punitions, des amendes, des retraits, toutes sortes de mesures négatives qu'il est peut-être utile de prévoir, mais qui ne devraient pas constituer la partie principale du texte.

En outre, l'Assemblée, ainsi que l'a remarqué mon collègue M. Charié, a voté deux dispositions particulièrement choquantes.

La première prévoit que la rémunération du mandataire « doit tenir compte du résultat des opérations ». Je l'ai dit et je n'y reviens pas : cette participation du mandataire à une opération dont il doit être simplement l'instrument, l'exécutant mais non l'âme, me paraît tout à fait choquante.

La seconde permet — et cet amendement a été voté malgré l'avis défavorable du Gouvernement — d'imposer des membres à la compagnie des commissionnaires contre sa volonté. Cela ne me paraît pas davantage convenable.

Pour toutes ces raisons, et en le regrettant beaucoup parce qu'il était opportun, le groupe U.D.F. ne votera pas ce texte.

M. le président. La parole est à M. Chauveau.

M. Guy-Michel Chauveau. Le groupe socialiste se félicite de l'adoption des dispositions de ce projet de loi relatif aux marchés à terme des marchandises, notamment du vote de certains amendements, car il était logique de mettre fin à une insuffisance, à une situation floue, dont la crise du sucre en 1974, plusieurs orateurs l'ont souligné, a mis en évidence les inconvénients.

Je tiens à faire remarquer à mes collègues de l'opposition qu'ils s'appuient sur des prétextes tout à fait mineurs pour s'opposer à l'adoption de ce projet de loi. La lecture des interventions de leurs collègues sénateurs leur aurait fait le plus grand bien. J'ajoute que, depuis 1974, alors qu'ils étaient dans la majorité, ils auraient pu proposer des textes en la matière. C'est notre mérite de l'avoir fait.

Par ailleurs, je rappelle qu'en 1976 une communication avait eu lieu à ce sujet au conseil des ministres et qu'en 1979 le ministre de l'économie déclarait se préoccuper de cette question. Mais pendant les sept années qui ont suivi la crise du sucre, alors que vous en aviez la possibilité, vous n'avez rien fait. C'est la raison pour laquelle nous nous réjouissons que ce projet de loi soit adopté aujourd'hui.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 5 —

RENVOIS POUR AVIS

M. le président. La commission des affaires culturelles, familiales et sociales demande à donner son avis sur :

1° le projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (n° 1387) ;

2° le projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1388), dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Il n'y a pas d'opposition?...

Les renvois pour avis sont ordonnés.

— 6 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi sur l'exposition universelle de 1989.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1458, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 7 —

**DEPOT DE PROJETS DE LOI ADOPTES
PAR LE SENAT**

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi adopté par le Sénat sur la vente des logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1456, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi adopté par le Sénat portant abrogation de la loi modifiée du 20 juillet 1927 relative à l'obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle violet, trèfle des prés, trèfle incarnat et de luzerne importées en France et de la loi du 11 janvier 1932 tendant à interdire l'entrée en France des graines de graminées impropres à la semence.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1457, distribué et renvoyé à la commission de la production et des échanges, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 8 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mardi 26 avril 1983, à dix heures, première séance publique :

Discussion du projet de loi n° 1375 relatif à la démocratisation du secteur public (rapport n° 1451 de M. Michel Cuffineau, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

A seize heures, deuxième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures.)

*Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,*

LOUIS JEAN.

Erratum

au compte rendu intégral de la troisième séance du 20 avril 1983.

ENQUÊTES PUBLIQUES

Page 446, 1^{re} colonne, amendement n° II, dans le troisième alinéa :

Au lieu de :

« , la maîtrise d'œuvre et le contrôle de l'opération soumise à enquête » ,

Lire :

« , la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête » .

Modifications à la composition des groupes.

I. — GROUPE SOCIALISTE

Journal officiel, Lois et décrets du 24 avril 1983.

(265 membres au lieu de 256.)

Supprimer le nom de M. Max Gallo.

Journal officiel, Lois et décrets des 25 et 26 avril 1983.

(262 membres au lieu de 265.)

Supprimer les noms de MM. Roland Carraz, Guy Lengagne et René Souchon.

II. — LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT A AUCUN GROUPE

Journal officiel, Lois et décrets du 24 avril 1983.

(10 au lieu de 9.)

Ajouter le nom de M. Francis Giolitti.

Journal officiel, Lois et décrets des 25 et 26 avril 1983.

(13 au lieu de 10.)

Ajouter les noms de MM. Firmin Bedoussac, Jean Esmonin et Michel Sergent.

**Cessation de mandats et remplacement de députés
nommés membres du Gouvernement.**

— I —

Vu l'article 23 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution, notamment son article 1^{er}, et l'article L. O. 153 du code électoral ;

Vu le décret du 22 mars 1983 publié au *Journal officiel* du 23 mars 1983 portant nomination de membres du Gouvernement,

M. le président de l'Assemblée nationale a pris acte de la cessation, le vendredi 22 avril 1983, à minuit, du mandat de député de M. Max Gallo, nommé secrétaire d'Etat, porte-parole du Gouvernement.

Par une communication de M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, faite en application de l'article L. O. 179 du code électoral, M. le président de l'Assemblée nationale a été informé que M. Max Gallo, député de la première circonscription des Alpes-Maritimes, est remplacé, jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale, par M. Francis Giolitti.

— II —

Vu l'article 23 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution, notamment son article 1^{er}, et l'article L. O. 153 du code électoral ;

Vu le décret du 24 mars 1983 publié au *Journal officiel* du 25 mars 1983 relatif à la composition du Gouvernement,

M. le président de l'Assemblée nationale a pris acte de la cessation, le dimanche 24 avril 1983, à minuit, du mandat de député de :

M. René Souchon, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de l'agriculture et de la forêt ;

M. Roland Carraz, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce extérieur et du tourisme, chargé du tourisme ;

M. Guy Lengagne, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

Par une communication de M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, faite en application de l'article L. O. 179 du code électoral, M. le président de l'Assemblée nationale a été informé que sont remplacés jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale :

M. René Souchon, député de la 1^{re} circonscription du Cantal, par M. Firmin Bedoussac ;

M. Roland Carraz, député de la 1^{re} circonscription de la Côte-d'Or, par M. Jean Esmonin ;

M. Guy Lengagne, député de la 5^e circonscription du Pas-de-Calais, par M. Michel Sergent.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

*Produits chimiques et para-chimiques
(pollution et nuisances).*

363. — 26 avril 1983. — **M. Charles Miossec** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (environnement et qualité de la vie)** sur l'extraordinaire tissu de contradictions et de mensonges par omission que constitue l'affaire de la disparition des 41 fûts de dioxine de Seveso. Ce scandale écologique et moral illustre le degré d'anarchie qui règne, dans le cadre de la C. E. E., en ce qui concerne la réglementation du transport des produits toxiques. Il lui demande s'il a obtenu les précisions sur la localisation des déchets toxiques ainsi que sur l'appréciation des responsabilités, et si les contacts qu'il a pris avec les autorités italiennes, allemandes, suisses et belge l'autorisent aujourd'hui à dire avec certitude que ces déchets ne se trouvent pas en France. Au-delà de l'affaire proprement dite, il souhaiterait, d'autre part, obtenir des réponses claires aux questions suivantes : 1^{re} est-il possible, à l'instar de ce qui s'est passé

en Italie, que la France puisse autoriser la sortie de substances toxiques de son territoire sans avertir de la destination de ces substances; 2° comment pourra-t-on éviter que les pays de la C. E. E., particulièrement la France, recourent désormais d'une façon plus systématique à l'immersion en mer pour se débarrasser de leurs produits dangereux; 3° est-il exact que la France, l'Italie et la Grande-Bretagne aient récemment refusé un renforcement de la réglementation du transport des produits dangereux au niveau européen.

Commerce extérieur (balance des paiements).

364. — 26 avril 1983. — M. Michel Barnier attire l'attention de Mme le ministre du commerce extérieur et du tourisme sur la nécessité, pour atteindre l'objectif fixé par le Gouvernement de rétablir l'équilibre des comptes extérieurs en 1984 et, à cet effet, de mobiliser réellement les Français, de préciser de façon chiffrée et détaillée comment elle compte y parvenir. Pour 1983, il lui demande quels sont les effets escomptés des mesures suivantes en tenant compte des aménagements successifs dont elles ont déjà fait l'objet: restriction des dépenses des touristes français à l'étranger, emprunt obligatoire exceptionnel, encouragement à l'épargne, diminution des déficits publics. Dans la mesure où ces dispositions ne permettront de réduire le déficit de la balance commerciale que de moitié environ, selon les déclarations de M. le ministre de l'économie, des finances et du budget en 1983, il lui demande, pour 1984, lesquelles de ces dispositions seront reconduites et surtout quelles mesures supplémentaires le Gouvernement a décidé de prendre pour que son objectif soit effectivement atteint. Des prévisions chiffrées, ou tout au moins des ordres de grandeur disponibles, sont ici aussi nécessaires pour éclairer la route à suivre. Dans le même souci d'informer concrètement les Français, il lui demande quel sera le poids de la dette en 1983 et 1984 dans les comptes extérieurs. Il souhaiterait également savoir combien la troisième dévaluation va coûter à la balance commerciale en 1983 et 1984.

Etat civil (noms et prénoms).

365. — 26 avril 1983. — M. Jean-Louis Masson attire l'attention de Mme le ministre délégué chargé des droits de la femme sur le caractère inégalitaire des conditions de transmission du nom patronymique des parents à leurs enfants. Il s'avère en effet que seul le nom du père peut être transmis alors que dans d'autres pays, notamment en Allemagne fédérale, la loi permet aux parents de transmettre à leurs enfants celui de leurs noms respectifs qu'ils ont choisi. Cette faculté est d'ailleurs utilisée en Allemagne dans environ 10 p. 100 des cas au profit du nom de la femme. Une mesure du même type permettrait certainement de pallier les inconvénients de la législation actuelle: 1° à chaque génération, de nombreux patronymes disparaissent, ce qui a pour effet d'appauvrir le patrimoine onomastique français et surtout de multiplier corrélativement les homonymes, ce qui est une source de confusions très gênantes; 2° bien qu'assouplie, la procédure de francisation des noms à consonance étrangère reste assez complexe, ce qui ne facilite pas, dans de nombreux cas, l'intégration des personnes concernées dans la communauté nationale; 3° la législation en vigueur actuellement est incompatible avec le principe général d'égalité entre les sexes, car la femme est dans l'impossibilité de léguer son nom à ses enfants. La limitation de la possibilité de choix au nom du père et à celui de la mère éviterait les changements motivés par des préoccupations de convenance (desir de reprendre le nom d'une personnalité connue, desir de s'attribuer une particule nobiliaire...). De même, cela éviterait d'introduire une trop grande instabilité du système patronymique. Pour des enfants légitimes ou naturels nés de mère française et de père français, le médiateur vient d'ailleurs de formuler récemment une proposition permettant la transmission du nom de la mère. Dans le cadre de la volonté affirmée à plusieurs reprises par Mme le ministre des droits de la femme d'éliminer toute discrimination entre les sexes, il souhaiterait savoir si elle ne juge pas nécessaire d'adapter la législation française afférente à la transmission des noms patronymiques.

ABONNEMENTS

EDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75737 PARIS CEDEX 15.
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.	
	Assemblée nationale :			
	Débats :			
03	Compte rendu.....	91	361	Téléphone } Renseignements : 575-62-31 Administration : 578-61-39
33	Questions	91	361	
	Documents :			
07	Série ordinaire	506	946	Les DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE font l'objet de deux éditions distinctes : — 07 : projets et propositions de lois, rapports et avis des commissions ; — 27 : projets de lois de finances.
27	Série budgétaire	162	224	
	Sénat :			
05	Débats	110	270	
09	Documents	506	914	

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro : 2,15 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant porter une ou plusieurs séances.)